

SAHARA OCCIDENTAL

BOULOS REFROIDIT LE MAROC

Page 24

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 8333 MERCREDI 5 NOVEMBRE 2025
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES

La course contre la montre

Page 3

SOMMET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL À DOHA

TEBBOUNE PLAIDE POUR UNE JUSTICE SANS EXCLUSION

Des actions tangibles en faveur de la justice sociale, de la solidarité et du développement humain sont autant de revendications que l'Algérie a portées par la voix de son président Abdelmadjid Tebboune au sommet mondial du développement social à Doha. Ce plaidoyer du président de la république est l'extraction d'une vision nationale destinée, entre autres, à la protection des populations vulnérables conformément à la Déclaration de Copenhague. Page 3



REVALORISATION DES PENSIONS

Les retraités appellent à l'application de la loi

Page 2

DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE

Pour des systèmes fiscaux équitables

Page 4

NAISSANCE D'UNE LITTÉRATURE DU SUD

Le Sahara se conjugue au présent au SILA

Page 8

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

REVALORISATION DES PENSIONS

Les retraités appellent à l'application de la loi

Les membres de l'Organisation syndicale des retraités algériens (OSRA), en attente d'agrément depuis 2011, ont réitéré leurs revendications sociales et dénoncé le mutisme des pouvoirs publics face à la dégradation continue de la situation des retraités. Ils exigent l'application de la loi garantissant une revalorisation annuelle des pensions à partir du mois de mai.

Réunis le 1er novembre à Alger lors du Conseil national, les membres de l'OSRA ont choisi cette date hautement symbolique de la lutte de libération nationale de manière délibérée. A travers cette journée, l'organisation a voulu rappeler les sacrifices consentis par le peuple algérien pour sa liberté et sa dignité. « La préservation des droits des retraités n'est pas seulement un devoir constitutionnel incontestable, mais aussi un droit humain fondamental que nul ne peut remettre en cause », a souligné hier le Conseil dans son communiqué.

Les retraités se disent durement touchés par la flambée des prix, la dévaluation du dinar et la baisse continue du pouvoir d'achat, autant de facteurs qui aggravent leur précarité. Ils dénoncent également la difficulté d'accès aux soins, aux médicaments, au logement et même aux loisirs. « Les retraités crient leur rage, leur peine et leur désespoir », peut-on lire dans le document, qui déplore le silence complice de certains syndicats, notamment la FNTR, affiliée à l'UGTA.

Au cœur des discussions du Conseil national figurait l'article 43 de la loi 83-12, modifiée par la loi 99-03, qui garantit une revalorisation annuelle des pensions à partir du mois de mai. L'OSRA accuse la Caisse nationale des retraites (CNR) et le ministère du Travail de ne pas avoir appliqué ces dispositions légales pour l'année 2025. « Ce refus constitue une violation flagrante de la loi qui porte gravement atteinte aux droits de millions de pensionnés », souligne le communiqué.

Les membres de l'organisation ont adopté, à l'issue de leur conseil, plusieurs résolutions visant à faire entendre leur voix, notamment à travers une pétition nationale et une action en justice. Les débats ont principalement porté sur la revalorisation visant à recueillir un million de signatures pour exiger l'application de la loi sur la revalorisation des pensions et la suppression de l'impôt sur le revenu global (IRG) des retraités. L'organisation rappelle que plusieurs pays ont déjà pris des mesures dans ce sens. L'OSRA envisage également d'engager une procédure judiciaire à l'encontre des responsables de la CNR et du ministère du Travail pour non-application de la loi 83-12 relative à la réévaluation des pensions.


Les retraités en grogne.

PLUS DE TROIS MILLIONS DE RETRAITÉS CONCERNÉS

Selon les chiffres avancés par l'OSRA, près de 3,6 millions de retraités, représentant plus de sept millions d'Algériens avec leurs familles, subissent directement les conséquences du blocage de la revalorisation.

L'organisation rappelle que l'année 2023 avait déjà été marquée par l'exclusion des pensionnés percevant plus de 50 000 DA de toute augmentation, une mesure jugée « arbitraire et injustifiée ».

Malgré le mécontentement exprimé, les participants au Conseil national ont réaffirmé leur attachement à une démarche pacifique et constructive. Ils estiment que l'union et la solidarité demeurent les seules voies capables de faire évoluer le rapport de force en faveur des retraités. « La force des retraités réside dans leur union au sein d'une organisation syndicale démocratique et représentative », lit-on dans le communiqué.

Enfin, l'Organisation syndicale des retraités algériens a réaffirmé qu'elle ne restera pas silencieuse face à l'injustice et aux discriminations que subissent ses membres. Elle appelle l'ensemble des retraités à rester mobilisés autour de leur syndicat et à participer massivement aux futures actions qui seront annoncées dans le cadre d'un mouvement « pacifique, unitaire et responsable ».

Lynda Louifi

PERMIS DE CONDUIRE

Une plate-forme digitale pour moderniser la formation

LA DÉLÉGATION nationale à la sécurité routière a annoncé le lancement des premiers essais relatifs à la numérisation de l'enseignement de la conduite en Algérie. Ce projet structurant, fruit d'une collaboration avec le Centre de recherche sur l'information scientifique et technique (CERIST), marque une étape décisive dans la modernisation du secteur.

Selon le directeur général du CERIST, Zohir Mokhtari, le centre a finalisé la conception d'une plate-forme numérique complète dédiée à la formation et à l'évaluation des candidats au permis de conduire. Celle-ci a été remise à la Délégation nationale pour une phase d'expérimentation, avant sa généralisation à l'ensemble des wilayas. Le projet vise à doter le pays d'un système numérique intégré regroupant l'ensemble des acteurs et des structures concernées par la formation à la conduite.

La plate-forme regroupera l'ensemble des données relatives aux auto-écoles, aux véhicules pédagogiques, aux personnels formateurs, ainsi qu'aux dossiers des candidats. « Cette base de données exhaustive inclut également les informations concernant les inspecteurs de conduite, afin d'assurer un meilleur contrôle et de prévenir toute forme de fraude, notamment la délivrance de permis à des candidats non qualifiés », a expliqué Azeddine Maârish, cadre au CERIST et responsable du projet.



Cette démarche vise à instaurer une gouvernance numérique transparente, garantissant la traçabilité des dossiers et la fiabilité des examens.

Grâce à cette innovation, les gérants d'auto-écoles pourront transmettre directement les dossiers des candidats via la plate-forme, en les numérisant et en les envoyant au délégué de wilaya pour validation. En cas d'erreur ou d'incomplétude, le système permettra une correction rapide avant validation définitive. Cette procédure dématérialisée contribuera à simplifier les démarches administratives, à réduire les délais de traitement et à limiter les risques d'erreur humaine.

Les examens théoriques du code de la route seront désormais organisés dans des centres spécialisés et équipés d'ordinateurs. La plate-forme comprend près de 1 000 questions réparties sur huit modules thématiques, générées de manière aléatoire pour chaque candidat.

Les résultats seront automatiquement affichés, déterminant ainsi le passage à l'épreuve pratique ou la nécessité d'une nouvelle session.

Le CERIST s'est engagé à accompagner la Délégation nationale à la sécurité routière dans la maintenance et la mise à jour continue de la plate-forme. Ce partenariat permettra d'assurer la pérennité et l'évolution technologique du dispositif, une première depuis l'indépendance.

Ce projet, faut-il le souligner, s'inscrit dans le cadre des orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a, lors de la réunion du Conseil des ministres tenue dimanche à Alger, donné des instructions fermes concernant le nouveau projet de loi sur la circulation routière. Le chef de l'Etat a insisté sur la nécessité de rendre ce texte plus précis et plus rigoureux, afin de clarifier les responsabilités et de renforcer la sécurité routière.

Il a souligné que chaque acteur, conducteur, piéton ou autorité de contrôle devait assumer pleinement sa part de responsabilité, dans une logique de responsabilisation collective et de prévention durable.

Le Président a également rappelé que la situation actuelle du trafic routier exigeait une réforme en profondeur, précisant que malgré les campagnes de sensibilisation répétées, les accidents de la route continuent de causer des pertes humaines considérables et des dégâts matériels importants.

Lynda Louifi

TEBBOUNE AU SOMMET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL À DOHA

Justice sociale et assiettes pleines pour tous

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé l'engagement de l'Algérie en faveur de la justice sociale, de la solidarité et du développement humain. Il a souligné l'importance du rendez-vous mondial consacré à la promotion du développement social à l'échelle planétaire, lors de son allocution, lue en son nom par le président du Conseil de la nation, Azouz Nasri, hier, à l'ouverture du 2e Sommet mondial du développement social à Doha.

Le président de la République a affirmé que l'Algérie a fait de la sécurité alimentaire une priorité nationale. Le pays s'engage à protéger ses ressources naturelles et à encourager l'investissement agricole afin de garantir un approvisionnement durable et sûr pour l'ensemble de sa population. Il a déclaré qu'à travers sa participation à ce sommet est présentée « la voie de l'Algérie dans le domaine du développement social », précisant que « cette voie repose sur une vision nationale qui a fait de la justice sociale, de la protection des populations vulnérables et de la promotion de l'inclusion les piliers fondamentaux de ses politiques publiques, conformément aux engagements de la Déclaration de Copenhague de 1995 et aux objectifs de développement durable ».

Le président Tebboune a mis en avant le socle constitutionnel de cette politique, qui consacre l'égalité de tous les citoyens et assure l'intégration des personnes en situation de handicap ainsi que des catégories défavorisées. Il a précisé que l'action de l'Etat s'articule autour d'institutions dynamiques dédiées à la jeunesse, à la société civile, aux droits de l'homme et à la durabilité environnementale.

Dans cette optique, plusieurs réformes économiques et sociales d'envergure ont été engagées depuis 2019, à l'instar de la revalorisation du salaire minimum national, la création d'une allocation chômage inédite pour les jeunes demandeurs d'emploi, la révision des salaires et des retraites, l'exonération fiscale des revenus modestes et l'élargissement de la prime de solidarité aux personnes handicapées et aux familles vulnérables. Les personnes âgées bénéficient, quant à elles, de la gratuité du transport et des soins, ainsi que d'une journée nationale de reconnaissance fixée au 27 avril.

Le chef de l'Etat a ajouté que, dans un souci d'équité territoriale, l'Algérie a lancé, dès 2020, un vaste plan de développement des « zones d'ombre », dans l'objectif de désenclaver les régions défavorisées et leur garantir un accès équitable aux services essentiels. Cette politique a notamment permis d'améliorer l'accès à l'eau, à l'électricité, à la santé et à l'éducation, tout en éradiquant plus de 45 000 logements précaires.


Un rendez-vous mondial important.

L'Etat a aussi œuvré à généraliser la couverture sociale et la gratuité des soins pour les étudiants, les chômeurs et les personnes atteintes de maladies chroniques, le tout dans un cadre de solidarité et de justice sociale.

PROMOTION DE LA FEMME ET PROTECTION DE L'ENFANCE

En outre, le président Tebboune a assuré que l'Algérie a « instauré des réformes globales garantissant l'égalité des salaires et des chances, la participation politique, ainsi que la parité dans l'octroi de la nationalité ». Parmi les mesures phares figurent également l'allongement du congé de maternité à 150 jours, la création d'un fonds d'aide aux mères divorcées ayant la garde d'enfants mineurs, et le renforcement de la place de la femme dans les postes de décision, la sphère syndicale et l'entrepreneuriat.

Concernant l'enfance, l'Etat garantit la gratuité de l'éducation pour près de 12 millions d'élèves, accompagnée d'un dispositif de soutien incluant transport, restauration et couverture sanitaire. La création de l'Autorité nationale de protection et de promotion de l'enfance vient consolider ce cadre protecteur.

Par ailleurs, face aux défis du chômage, l'Algérie a œuvré sans relâche pour la mise en place d'une stratégie articulée autour de la diversification économique et de la promotion de l'emploi des jeunes. Un nouveau code de l'investissement, fondé sur la transparence et la simplification des procédures, favorise désormais les start-up, les projets innovants et l'adéquation entre formation et besoins du marché.

En outre, l'Etat encourage la création d'entreprises par les jeunes porteurs de projets, soutenus par des mécanismes de financement adaptés. Le président de la République a aussi réaffirmé la priorité accordée à la sécurité alimentaire nationale, et ce à travers la protection des ressources naturelles et de la modernisation du secteur agricole. Concernant le volet du développement technologique et des modernisations des institutions, il a rappelé que sur le plan technologique, l'Algérie a proclamé l'année 2023 « Année nationale de l'intelligence artificielle », marquant son engagement dans la transition numérique et l'adoption des principes internationaux de gouvernance éthique du numérique, notamment la justice algorithmique et la souveraineté des données.

En conclusion de son message, le chef de l'Etat a réitéré la fidélité de l'Algérie à ses valeurs fondatrices, celles de la paix, de la coexistence pacifique et du respect du droit international, soutenant que fidèle à son histoire et à ses principes, l'Algérie continue de défendre « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », pilier fondamental de la justice universelle et des droits humains. Il a ajouté que dans ce contexte, « la conjoncture internationale actuelle exige de nous un renforcement du dialogue et de la coopération pour bâtir des politiques capables de garantir la dignité humaine et l'équité entre les peuples ». L'allocution s'est achevée sur l'engagement du président Tebboune à ce que « l'Algérie poursuit son rôle de partenaire actif et responsable dans les efforts internationaux visant à bâtir un monde plus juste, plus solidaire et plus humain, dans le respect des souverainetés nationales et du principe de coopération fondée sur l'égalité et le respect mutuel ».

Dès lors, en réaffirmant cette vision, l'Algérie se place résolument dans le camp des nations qui font du développement social un levier de souveraineté et de stabilité. Elle revendique ainsi une approche humaine du progrès, fondée sur la justice et la solidarité, loin des modèles imposés. Fidèle à ses valeurs, elle poursuit inlassablement son plaidoyer pour un monde plus équitable, où chaque peuple peut tracer librement sa voie, dans la dignité et le respect mutuel.

Sihem Bounabi

RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES

La course contre la montre est lancée

DEPUIS le 20 octobre, l'Autorité nationale indépendante des élections (ANI) a lancé la période de révision des listes électorales, qui se poursuivra jusqu'au 18 novembre. L'opération, essentielle pour garantir la fiabilité du fichier électoral, s'inscrit dans une démarche de sensibilisation citoyenne et de préparation des prochaines échéances électorales, dont les législatives. Le président par intérim de l'ANI, M. Karim Khelfane, a détaillé hier sur les ondes de la radio nationale, les objectifs et modalités de cette opération. « La révision des listes électorales n'est pas seulement une formalité administrative. C'est l'acte fondateur du fichier électoral et un levier pour encourager la participation citoyenne à la vie politique », a-t-il souligné. Cette période vise non seulement les jeunes ayant atteint l'âge légal de 18 ans depuis le 20 octobre, mais également tous les citoyens qui n'ont pas pu s'inscrire auparavant, ou qui souhaitent corriger des erreurs dans leurs données personnelles telles que la transcription des noms, prénoms, dates ou lieux de naissance.

L'inscription peut se faire facilement en ligne via la plateforme officielle de l'ANI, où les citoyens scannent les documents requis, ou directement auprès des commissions communales de révision des listes électorales, présentes dans chacune des 1 541 communes du pays. Ces commissions sont présidées par des magistrats et assistées par des agents techniques, garantissant ainsi la transparence et la régularité du processus. M. Khelfane a précisé que les documents nécessaires sont simples : une photocopie de la carte d'identité nationale et un justificatif de résidence. « Même pour les personnes vivant temporairement hors de leur commune d'origine, le processus a été simplifié grâce à la numérisation, permettant une inscription rapide et efficace », a-t-il indiqué.

La sensibilisation des jeunes, qui représentent environ 70 % de la population, constitue un axe majeur de cette campagne. L'ANI a organisé des rencontres avec des étudiants, des associations universitaires et la société civile, afin d'expliquer les enjeux de l'inscription électorale et de l'engagement citoyen. « S'inscrire sur les listes électorales, c'est participer à l'édification des institutions de l'État et se préparer à une implication future dans la vie politique », a insisté M. Khelfane.

Des initiatives ont également été prises au niveau des campus universitaires, des cités étudiantes et des facultés, avec des interventions pédagogiques sur la loi électorale et le fonctionnement du processus électoral. Des supports de communication multilingues, des affiches et des campagnes SMS ont été déployés pour encourager l'inscription et l'actualisation des informations personnelles.

UNE ATTENTION PARTICULIÈRE PORTÉE À LA DIASPORA

La participation de la communauté algérienne établie à l'étranger est un autre volet crucial de cette révision. Plus de 800 000 électeurs sont inscrits dans les 117 postes diplomatiques et consulaires répartis à travers le monde, notamment en Europe, en Amérique, au Moyen-Orient et en Afrique. « Les mêmes règles s'appliquent à tous, garantissant l'égalité et la transparence », a affirmé M. Khelfane. Il a également évoqué l'engouement croissant des Algériens à l'étranger, constaté notamment lors des élections présidentielles anticipées de 2024, et la volonté de l'ANI de faciliter leur inscription via des pré-inscriptions et un suivi attentif.

Pour assurer la régularité de l'opération, l'ANI effectue un suivi quotidien du déploiement des commissions dans les wilayas et au niveau des postes diplomatiques. Les magistrats et coordinateurs locaux veillent à la conformité des inscriptions et à la rectification des erreurs. Après la clôture de l'opération le 18 novembre, les listes électorales seront affichées le 23 novembre, suivies d'une période de recours pour corriger d'éventuelles omissions ou anomalies.

Cette révision prépare également les prochaines élections législatives et s'inscrit dans un effort global de consolidation de la démocratie en Algérie. M. Khelfane a rappelé que l'ANI s'investit dans la formation et la conscientisation des citoyens depuis plusieurs mois, à travers des conférences sur la citoyenneté, le droit électoral et la culture démocratique. Des concours académiques ont également été organisés pour récompenser les meilleurs travaux sur le droit électoral comparé, témoignant de l'importance accordée à la pédagogie civique.

Meriem D.



AMÉLIORATION DES INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES À TIZI OUZOU

Les assurances de Djellaoui

LE MINISTRE des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, en visite de travail et d'inspection hier à Tizi Ouzou, a pris note de la dégradation des infrastructures routières de cette wilaya. Dès son arrivée, il a eu droit à un exposé fait par le directeur local du secteur sur la situation exacte des projets finis et à finir, également dans concernant les chemins de fer. Aussi, il y a eu le constat de l'absence d'entreprises réellement qualifiées pour la réalisation des infrastructures routières. Le ministre a fait savoir, dans ce sens, qu'il sera fait appel à des entreprises «très qualifiées» pour prendre en charge les travaux routiers. Le ministre a également été saisi de l'extrême urgence de certains travaux et projets, comme c'est le cas de la trémie devant relier par l'Est, à partir du Pont de bougie, le chef-lieu de wilaya, pour permettre meilleure fluidité de la circulation automobile. De son côté, le wali, Abou Bakkar Essedik Boucetta, a plaidé pour que des travaux sur la RN 24 devant permettre le désengorgent des villes maritimes de Tigzirt et Azeffoun soient entamés le plutôt possible. Le wali a pris en considération leurs statuts de villes balnéaires et, par conséquent, leur impact touristique notamment durant la saison estivale. Le président de l'APW a parlé de l'urgence de réalisation de voies de déviation au profit de Tigirt et Azeffoun. Les retards en développement de la wilaya de Tizi Ouzou, notamment la pénétrante Est-Ouest d'une distance de 48 km dont la livraison connait encore une fois un report, ont été signalés au ministre. Djellaoui a assuré, lors de son intervention, que tous les problèmes de la wilaya de Tizi Ouzou seront solutionnés, par ordre de priorité. Le ministre visait, dans ce cadre, les projets d'infrastructures routières, ferroviaires et navales. Par ailleurs, sur ce même volet, le ministre a plaidé pour la préparation et la mise au point d'un véritable plan stratégique. La suite de la visite ministérielle fut traduite par l'inspection de la nouvelle station téléphérique de Balloua. Cette nouvelle ligne doit relier Balloua à M'douha (Tizi Ouzou-Ville). Cette station n'est pas encore en exploitation. Les ingénieurs et techniciens sont encore au stade d'essais techniques. Son entrée en exploitation aura lieu dans une semaine ou un peu plus, a-t-on indiqué. Abdelkader Djellaoui a pris ensuite la direction de Draâ El Mizan pour s'imprégner de la situation physique de la pénétrante dont la livraison semble encore lointaine. Le motif du retard de livraison du projet reste toujours le même, à savoir le manque de crédits. Toujours est-il que le ministre a réceptionné 5 km de route sur le tronçon de 19 km. Les 14 km restants, ils seront livrés dans quatre mois.

De notre bureau,
Saïd Tissegouine

RÉALISATION DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE

Plaidoyer pour des systèmes fiscaux équitables

L'importance de l'administration fiscale dans la réalisation des objectifs de développement en Afrique a été soulignée par le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, qui s'est exprimé hier, à l'ouverture des travaux du Forum sur l'administration fiscale africaine (ATAF 2025) qu'abrite l'Algérie pour la première fois, placé sous le thème «Adoption d'approches efficaces et ciblées pour des systèmes fiscaux équitables», appelant à une coopération fiscale africaine.

Le ministre, qui a donné le coup d'envoi officiel du Forum en présence de plusieurs membres du gouvernement, de responsables d'organisations, de chefs d'entreprises et de représentants des administrations fiscales africaines, a souligné l'importance de cette rencontre.
«Ce Forum peut jouer un rôle majeur dans la coordination des efforts des pays africains et de leurs administrations fiscales, afin d'atteindre l'efficacité et les objectifs permettant une gestion équilibrée du développement, notamment dans un cadre de justice sociale», a précisé le ministre.
Dans ce sens, il a mis en avant «l'importance de l'administration fiscale pour tous les pays du monde, en particulier pour les pays africains encore en développement, qui cherchent à trouver la voie la plus rapide vers la réalisation de leurs objectifs».
De son côté, le président du Forum sur l'administration fiscale africaine, Edward Kieswetter, a appelé à l'unification des efforts pour concrétiser la Vision 2063 de l'Union africaine, qui aspire à une Afrique intégrée, prospère et financièrement autonome, garantissant la dignité et le bien-être de chaque citoyen africain.
La prochaine étape exige, selon le président du Forum, la mise en place de systèmes fiscaux équitables, garantissant une contribution juste des riches et des grandes entreprises, tout en protégeant les revenus modestes et les petites



Le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred.

entreprises, et en renforçant la coopération africaine et internationale pour lutter contre l'évasion fiscale et le transfert des bénéfices à l'étranger.
Soulignant le grand potentiel du continent s'agissant principalement des richesses naturelles immenses et des esprits créatifs, M. Kieswetter a salué les progrès tangibles accomplis par de nombreux pays africains dans la numérisation de leurs systèmes fiscaux et la lutte contre les flux financiers illicites, précisant que ces efforts ont permis de récupérer des milliards de dollars appartenant aux peuples africains. Il a estimé qu'il s'agit là d'»une avancée essentielle vers le financement du développement à partir de ressources internes».

LE RÔLE CLÉ DE LA TECHNOLOGIE ET DE LA NUMÉRISATION

Pour sa part, la secrétaire exécutive du Forum sur l'administration fiscale africaine, Mary Baine, a insisté sur le rôle central des recettes fiscales dans le financement du développement durable en Afrique, soulignant la nécessité de passer du discours à l'action et de l'analyse aux solutions concrètes adaptées au contexte africain.
Selon elle, le développement du continent ne pourra se réaliser que si les Etats parviennent à mobiliser leurs ressources financières et à les gérer de manière équitable, efficace et transparente. Mme Baine a ajouté que se conformer au système fiscal doit se faire sur la base de la confiance et non pas sous la contrainte, affirmant que la technologie et la numérisation sont devenues des leviers essentiels pour améliorer l'efficacité et l'équité du recouvrement fiscal.
La secrétaire exécutive du Forum a, en outre, rappelé que le taux moyen des impôts par rapport au PIB en Afrique s'est établi à 15 % au cours des onze dernières années, soit «beaucoup moins que dans les pays développés où il dépasse les 20 %».
Elle a précisé que les impôts indirects, notamment la TVA, représentent environ 30 % des recettes totales, mais que seulement cinq pays sur trente-neuf atteignent la moitié de leur potentiel réel dans ce domaine.

RECOUVRER 10 MILLIARDS DE DOLLARS SUPPLÉMENTAIRES

Mme Baine a indiqué que le Forum sur l'administration fiscale africaine a lancé l'initiative «Revenue Choices for Development in Africa» (Les recettes pour le développement en Afrique), qui vise à aider les pays africains à recouvrer jusqu'à 10 milliards de dollars supplémentaires d'ici à 2030, tout en accélérant la transformation numérique des administrations fiscales.
Elle a, en outre, souligné le rôle de la numérisation et du recours à l'intelligence artificielle dans l'amélioration du recouvrement fiscal, des outils qui permettront aussi de détecter les fraudes, affirmant que les données sont désormais le «nouveau pétrole».
Se fiant aux études faites dans ce sens, la secrétaire exécutive du Forum sur l'administration fiscale africaine a fait savoir que la numérisation des systèmes fiscaux pourrait augmenter les recettes de jusqu'à 3 % du PIB.

L. A. A.

ALGERIE–INDE

De nouvelles perspectives de coopération minière

LES PERSPECTIVES de coopération entre l'Algérie et l'Inde dans les domaines de l'exploitation du phosphate et de la potasse, ainsi que dans les technologies modernes de transformation des engrais ont été au centre des discussions entre la secrétaire d'Etat chargée des Mines, Karima Bekkir Tafer, et l'ambassadrice de la République de l'Inde en Algérie, Swati Vijay Kulkarni.
La rencontre entre les parties a permis d'explorer les voies de renforcement de la coopération bilatérale et les opportunités d'investissement dans le secteur minier, considéré comme l'un des piliers du développement économique des deux pays, a indiqué le ministère des Hydrocarbures et des Mines dans un communiqué diffusé lundi soir, ajoutant que l'entrevue s'est tenue au siège du ministère, en présence de plusieurs cadres. Les échanges ont notamment porté sur les possibilités de partenariat dans l'exploitation des ressources minières, l'introduction de technologies innovantes et la valorisation locale des matières premières. Une attention particulière a été accordée à la technologie indienne de la «nano urée», présentée comme une innovation majeure en matière d'agriculture durable et de rationalisation de l'utilisation des ressources.
Mme Bekkir a souligné, à cette occasion, la volonté de l'Algérie d'élargir la coopération avec l'Inde dans les segments à forte valeur ajoutée, en adéquation avec la stratégie nationale visant à développer les ressources minières et à renforcer la production locale, notamment dans le secteur du fer, selon le même texte. Les deux parties ont également passé en revue l'état actuel et les perspectives de la coopération bilatérale, insistant sur l'importance de développer des projets conjoints dans les domaines de l'exploration, de l'extraction, de la transformation minière et de la formation technique.
De son côté, l'ambassadrice indienne a exprimé la disponibilité des entreprises de son pays à investir en Algérie, particulièrement après l'adoption des nouvelles lois sur les hydrocarbures, les mines et l'investissement, jugées favorables à l'attraction de capitaux étrangers.
La rencontre s'est conclue par un engagement mutuel à poursuivre la coordination et à intensifier les échanges techniques et les visites réciproques, dans la perspective de concrétiser des projets de coopération concrets au cours des prochaines étapes.

Rim Boukhari

DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRICOLE

Plus de 886 milliards de dinars prévus pour 2026

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a annoncé que l'Etat a consacré plus de 886 milliards de dinars pour 2026, afin de réaliser notamment les grands projets d'investissement du secteur inscrits dans le projet de loi de finances (PLF) pour 2026, destinés à renforcer la production nationale et la sécurité alimentaire.



Le ministre de l'Agriculture, Yacine El-Mahdi Oualid.

Intervenant devant la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), lundi après-midi, le ministre a détaillé les orientations stratégiques de son secteur pour l'année à venir, a indiqué hier un communiqué de l'Assemblée. Selon M. Oualid, la valeur totale du budget alloué a atteint 886,452 milliards de dinars, destinés principalement à financer les grands projets d'investissement du secteur, dont 801,602 milliards de dinars pour l'agriculture et le développement rural, 55,084 milliards pour les forêts, 7,512 milliards pour la pêche et l'aquaculture et enfin 22,288 milliards pour l'administration générale.

En outre, le portefeuille des programmes du secteur bénéficie d'une autorisation d'engagement de 764,264 milliards de dinars, répartie entre quatre grands programmes, à savoir l'agriculture et le développement rural (90,25 % du total), les forêts (6 %), la pêche et l'aquaculture (0,75 %) ainsi que l'administration générale (3 %).

Un montant de 92,091 milliards de dinars sera consacré à l'appui au développement de l'investissement agricole, à la protection sanitaire des animaux et des végétaux, ainsi qu'à l'aide aux éleveurs et petits agriculteurs. Par ailleurs, une enveloppe de 23,298 milliards de dinars couvrira les créances de Sonelgaz, liées au raccordement des exploitations agricoles à l'électricité, dans le cadre du programme présidentiel.

Dans l'objectif de réduire les importations et de soutenir le pouvoir d'achat, la contribution de l'Etat aux offices interprofessionnels du lait (ONIL) et des céréales (OAIC) atteint 427,728 milliards de dinars, soit près de 79 % des dépenses de transfert. Sur ce montant, 331,249 milliards de dinars iront à l'OAIC et 96,179 milliards à l'ONIL.

Le secteur projette également de réaliser et d'équiper cinq silos de stockage de céréales à long terme, d'une capacité totale de 5 millions de quintaux, pour 47,5 milliards de dinars en autorisation d'engagement et 14,25 milliards en crédits de paiement.

Dix centres de stockage de poudre de lait seront aussi construits au profit de l'ONIL, pour 12 milliards de dinars en autorisation d'engagement et 6,253 milliards en crédits de paiement.

Le ministère prévoit, en outre, la régularisation des paiements des projets en cours, notamment ceux concernant 30 silos à long terme et 350 centres de stockage intermédiaire répartis sur 52 wilayas.

GRANDS PROJETS STRUCTURANTS ET RÉHABILITATION DU BARRAGE VERT

Dans le cadre des mégaprojets du Grand Sud, 40 milliards de dinars sont prévus pour le raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz de projets tels que Baladna, BF et Cevital, dont 20 milliards en crédits de paiement. Le raccordement des périmètres agricoles stratégiques de 14 wilayas mobilisera 23 milliards de dinars en autorisation d'engagement et 5 milliards en crédits de paiement, tandis que 10 milliards sont alloués à l'ouverture et à l'aménagement de pistes agricoles.

Concernant les forêts, une enveloppe de 12 milliards de dinars est dédiée à la réhabilitation et au développement du barrage vert dans 13 wilayas, avec 6,68 milliards en crédits de paiement. Le programme de lutte anti-incendie bénéficiera de 1,18 milliard de dinars, incluant l'acquisition de 25 camions-citernes, 20 véhicules légers, 3 000 kits anti-incendie ainsi que du matériel de détection et de surveillance pour la prévention et l'intervention rapide.

Par ailleurs, 400 millions de dinars sont réservés au recensement général de la pêche et de l'aquaculture, dont 100 millions en crédits de paiement, accompagnés de projets de numérisation et de l'acquisition de simulateurs de navigation pour les écoles de formation.

Parmi les objectifs stratégiques du secteur agricole, le ministre a cité la réduction de la dépendance aux importations de céréales et de légumineuses sèches à travers l'augmentation de la productivité et du rendement, l'extension des superficies irriguées, la généralisation de l'utilisation du système d'irrigation économe en eau, ainsi que le développement des cultures stratégiques dans le Sud, notamment par le biais d'activités visant à désenclaver les exploitations agricoles et à les raccorder aux réseaux électriques.

Le ministère œuvre, selon M. Oualid, à soutenir les industries agroalimentaires de transformation (lait et tomate industrielle), à augmenter les capacités de stockage des produits agricoles, à développer le réseau national de stockage sous froid, à promouvoir les programmes de boisement et de reboisement et de lutte contre les feux de forêt, et à développer les activités de pêche et d'aquaculture.

Dans ce sens, le ministre a assuré que le secteur «avance à pas sûrs selon une vision prospective claire, élaborée avec la participation de toutes les compétences nationales», affirmant que cette stratégie permettra d'atteindre la sécurité alimentaire du pays, «grâce à la contribution de tous, sans exclusion».

Rim Boukhari

ADE DE MÉDÉA

Des créances de plus de 120 milliards de centimes

L'UNITÉ de l'Agence des eaux (ADE) lance une campagne de récupération de ses créances détenues sur sa clientèle d'un montant dépassant la barre de 120 milliards de centimes, montant représentant les factures de consommation d'eau impayées. C'est ce qu'a indiqué un communiqué de cet organisme public.

Dans le cadre du renforcement de sa «gouvernance» dans le secteur de l'hydraulique et de l'ancrage de la «culture du paiement», facteurs indispensables pour garantir la continuité de service public, l'ADE a entrepris une large opération de récupération de ses créances. Car, est-il précisé, la campagne de récupération des créances s'inscrit dans une stratégie plus large de l'entreprise pour équilibrer ses comptes financiers, mais aussi améliorer ses prestations en matière d'offre d'eau de meilleure qualité à travers l'ensemble des communes gérées par ses soins.

Réparties par catégorie de client, la part relevant des créances détenues sur la clientèle domestique s'élève à plus de 29 milliards de centimes, la part des créances détenue sur les administrations s'élève à plus de 37 milliards de centimes, alors que les créances détenues sur les commerçants et les industriels s'élèvent à plus de 52 milliards de centimes.

La lourdeur des procédures de récupération des créances est enregistrée auprès des collectivités communales, facteur entravant la capacité de l'entreprise à «mettre en œuvre ses programmes d'investissement et d'intervention en matière d'entretien, de renouvellement du réseau et d'amélioration des services».

Afin de faciliter le processus de paiement, l'entreprise a prévu plusieurs méthodes pratiques pour le règlement des factures, soit au niveau de l'agence commerciale, soit par voie de paiement électronique via l'application My Water Mobil. Des agents de l'Algérienne des eaux investissent le terrain pour «sensibiliser et approcher les citoyens, leur apportant les précisions nécessaires sur l'importance de cette campagne et son rôle dans l'amélioration du service public». Une occasion pour l'entreprise de rappeler l'importance de la préservation de cette ressource ainsi que la rationalisation de sa consommation pour asseoir une culture de citoyenneté, laquelle contribue à assurer sa durabilité dans l'intérêt général.

Nabil B.

POUR UNE GESTION EFFICACE DES RESSOURCES EN EAU

Nécessité d'achever le processus de numérisation

LE MINISTRE de l'Hydraulique, Taha Derbal, a souligné l'importance d'achever le processus de numérisation du secteur afin d'assurer une gestion plus efficace des ressources en eau et d'améliorer la qualité du service public. S'exprimant depuis la wilaya de Jijel, où il a effectué une visite de travail et d'inspection deux jours durant et qui a pris fin hier, le ministre a affirmé que l'achèvement du processus de numérisation permettra une gestion plus performante des ressources hydriques. «La numérisation et la télégestion des différentes infrastructures et réseaux du secteur contribueront à améliorer la qualité du service public, à optimiser les interventions sur le terrain et à accélérer la prise de décisions adaptées», a précisé M. Derbal, qui s'est rendu dans plusieurs localités de la wilaya où il a visité plusieurs projets relevant de son secteur. Selon lui, la généralisation de la numérisation dans la gestion vise à garantir plus de précision, d'efficacité et de rapidité dans l'exécution, avec l'objectif, a-t-il insisté, d'améliorer la qualité du service public et d'assurer une gestion optimale des ressources en eau. Le ministre a, dans ce sens, donné une série d'instructions et d'orientations, à commencer par la mise en œuvre les directives du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à offrir un service public de haute qualité. Soulignant la nécessité de lever les contraintes et les insuffisances constatées au niveau de certains projets en retard dans la wilaya de Jijel, notamment ceux à caractère urgent, M. Derbal a appelé au développement des modes de gestion et à la valorisation des ressources humaines, ainsi qu'à la modernisation des infrastructures du secteur. Il a également appelé à assurer la maintenance périodique des installations hydrauliques et à veiller à leur conformité aux normes techniques, en sus d'accorder une plus grande importance à l'assainissement et d'encourager la réutilisation des eaux traitées dans divers domaines, à l'instar de l'arrosage des espaces verts et les usages industriels. Des orientations qui s'inscrivent dans le cadre de la volonté du ministère de l'Hydraulique de concrétiser les réformes visant à moderniser la gestion des ressources en eau et à améliorer la qualité du service public à travers l'ensemble des wilayas du pays.

Lilia A. A.

DÉLIVRANCE EN LIGNE DES CERTIFICATS DE NON-RECOURS

La Justice lance la plate-forme numérique

EN APPLICATION des engagements du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en matière de transformation numérique pour l'amélioration de la qualité du service public, le ministère de la Justice a lancé la nouvelle plate-forme numérique destinée aux justiciables et aux avocats, qui permet désormais de déposer en ligne les demandes de certificats de non-recours, relatifs aux jugements et décisions judiciaires définitives.

Cette nouvelle solution s'inscrit dans la stratégie de dématérialisation des services judiciaires et de simplification des démarches administratives. Elle a pour principal objectif de rapprocher davantage la justice du citoyen, évitant aux justiciables et aux avocats les déplacements vers les juridictions compétentes. Le dispositif couvre les certificats de non-recours relatifs aux décisions émanant de toutes les juridictions ordinaires et administratives, quel que soit leur degré.

Pour bénéficier de cette nouvelle prestation, le demandeur, qu'il soit justiciable ou avocat, doit accéder à la plate-forme via le site officiel du ministère de la Justice (https://cert-nonrecours.mjustice.dz/). Après avoir créé un compte personnel en remplissant un formulaire d'inscription (nom, qualité, numéro de téléphone portable et mot de passe), il reçoit un code de confirmation (OTP) par SMS, qu'il doit saisir pour valider son inscription. Une fois le compte activé, l'utilisateur peut accéder à son espace personnel, choisir le type de certificat souhaité, à savoir les certificats de non-opposition, de non-appel et de non-pourvoi en cassation, puis renseigner les informations relatives à la juridiction concernée ainsi qu'au jugement ou à la décision visée. Il doit également joindre les documents requis, notamment les procès-verbaux de signification officiels, avant d'envoyer sa demande.

La plate-forme offre également un système de suivi en ligne permettant au demandeur de connaître à tout moment l'état d'avancement de sa requête. Des notifications électroniques l'informent de toute mise à jour concernant son dossier. Une fois la demande traitée par la juridiction compétente, l'intéressé est avisé en ligne et invité à se présenter pour retirer le certificat auprès de l'instance émettrice. Le ministère de la Justice rappelle que toute tentative de fraude ou de falsification de documents expose son auteur à des poursuites pénales. Ce dispositif sécurisé constitue ainsi un pas supplémentaire vers une justice plus transparente, plus moderne et plus proche du citoyen, tout en s'inscrivant pleinement dans la dynamique nationale de numérisation des services publics.

Sihem B.

A L'OCCASION DE L'INSTALLATION DU NOUVEAU WALI DE LAGHOUAT

Consolider l'écoute des citoyens

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a appelé à faire de l'écoute du citoyen et de l'amélioration de ses conditions d'accueil une priorité absolue dans la gestion locale, relevant l'importance d'une administration de proximité attentive et efficace. C'est ce qu'a indiqué, hier, un communiqué du ministère de l'Intérieur.

Présidant la cérémonie d'installation de Mohamed Benmalek en tant que nouveau wali de Laghouat, en remplacement de Foudil Douifi, muté à la tête de la wilaya d'Adrar, le ministre a affirmé que « la confiance placée par le président de la République dans les cadres de l'Etat constitue avant tout une responsabilité », soulignant que celle-ci exige « un engagement total, du dévouement et une fidélité sans faille au service du citoyen et du développement local ».

Poursuivant son allocution, M. Sayoud a donné des directives fermes à l'ensemble des autorités locales sur tout le territoire national pour renforcer la confiance du citoyen envers les institutions publiques, à travers la consolidation d'une culture d'écoute, de transparence et de participation.

Il a tenu à souligner que « l'administration doit être au service du citoyen, non l'inverse. L'accueil, l'écoute et la prise en charge rapide des préoccupations constituent le véritable baromètre de l'efficacité de l'action publique ».

Le ministre a également mis l'accent sur l'important rôle des Assemblées populaires communales (APC) dans la mise en œuvre du développement local, appelant les élus à travailler main dans la main avec les services déconcentrés de l'Etat pour concrétiser les engagements du président de la République sur le terrain.



LAGHOUAT, PÔLE ÉNERGÉTIQUE ET AGRICOLE À FORT POTENTIEL

Evoquant les atouts économiques de la wilaya, M. Sayoud a rappelé que Laghouat représente « un pôle énergétique de premier plan », tout en mettant en relief la stratégie du gouvernement visant à diversifier son économie.

Cette dynamique, a-t-il expliqué, repose sur « l'encouragement de l'investissement dans les secteurs à forte valeur ajoutée, tels que l'agriculture, la petite industrie et les énergies renouvelables », susceptibles de générer richesse et emploi au profit des jeunes.

Le ministre a également mis en avant les efforts engagés par l'Etat pour améliorer le climat des affaires et simplifier les procédures administratives, soulignant que « la nouvelle vision de l'investissement repose sur la transparence, la durabilité et la création d'emplois productifs au niveau local ».

M. Sayoud a également évoqué le potentiel touristique remarquable de la région, alliant ksour anciens, oasis verdoyantes et vastes dunes de sable. Il a estimé que Laghouat pouvait devenir « une destination phare du tourisme intérieur, religieux et saharien », à condition d'optimiser l'exploitation de ses ressources naturelles et patrimoniales. Le ministre a ainsi soutenu que « le développement local passe aussi par la mise en valeur de nos richesses culturelles et naturelles. Le tourisme, s'il est bien structuré, peut être un puissant levier de croissance inclusive ». Il a, par ailleurs, souligné que la véritable essence du développement réside dans « la consécration de la justice sociale et l'amélioration de la qualité de vie des citoyens », précisant que « les projets matériels, aussi importants soient-ils, n'ont de sens que s'ils se traduisent par un mieux-être collectif ». Dans cette optique, il a appelé à l'adoption d'une approche participative dans la gestion des affaires locales, intégrant la société civile, les élus et les citoyens dans la prise de décision et la planification du développement territorial.

A l'issue de la cérémonie, M. Sayoud a réitéré son appel à une gouvernance locale fondée sur la concertation, la proximité et la transparence, réaffirmant que « le citoyen doit demeurer au centre de toute action publique, car il en est à la fois la raison et le bénéficiaire ».

Sihem Bounabi

COMMUNE DE OUED-GHIR À BÉJAÏA

Cinq individus arrêtés et plus de 2 kg de drogue saisis

LES ÉLÉMENTS de la Brigade de recherche et d'intervention (BRI), relevant du service de la police judiciaire de la sûreté de wilaya de Béjaïa, ont saisi récemment 2,200 kg de kif traité près du marché jouxtant la RN 12 à Oued-Ghir. « Cela a été possible grâce à un travail de renseignement ayant également permis le démantèlement d'un réseau criminel spécialisé dans le trafic de stupéfiants », indique la cellule de communication de la sûreté de wilaya dans un communiqué transmis à notre rédaction.

Selon la même source, le gang est composé de 13 individus actifs sur le territoire de la wilaya de Béjaïa. Un dispositif de surveillance a été mis en place aux entrées et sorties de la localité, permettant d'intercepter un véhicule de marque Peugeot 207, à bord duquel se trouvaient cinq individus, sur la RN 12, près du marché hebdomadaire.

Malgré leur résistance, ces cinq individus ont été arrêtés. Les policiers ont saisi 20 plaquettes de kif traité, d'un poids total de 2,200 kg, ainsi que deux véhicules utilisés pour le transport et la distribution de la drogue. L'enquête criminelle, ouverte dans le cadre de cette affaire par la BRI, en coordination avec le parquet de Béjaïa, a permis d'identifier les huit autres membres du gang, actuellement en fuite et activement recherchés par les forces de l'ordre. Des investigations complémentaires ont également conduit à la saisie de 40 g de kif traité, emballés et prêts à la vente, lors de la perquisition du domicile de l'un des suspects. Accusés de possession de drogue dans le cadre d'un réseau criminel organisé, les prévenus ont été convoqués à une comparution immédiate à l'issue de leur audition devant le parquet spécialisé. Trois membres du gang ont été placés sous mandat de dépôt, tandis que les deux autres ont été placés sous contrôle judiciaire.

N. Bensalem

TIZI OUZOU

Le poisson devient de plus en plus un produit de luxe

Malgré la grande générosité de la mer, le poisson devient de plus en plus un produit de luxe pour les habitants de la wilaya de Tizi Ouzou. C'est, entre autres, l'exemple de la sardine, qui était avant accessible à tous et dont le prix enregistre parfois des records durant certaines périodes. Actuellement, il est demandé au consommateur de payer un prix de 1 500 DA pour un kg de ce produit alors que normalement, il est interdit de le pêcher tant sa taille est trop petite pour être consommé.



Dans son rapport, la commission de l'agriculture, hydraulique, forêts, pêche et tourisme de l'APW de Tizi Ouzou souligne que « la production halieutique régionale reste non suffisante et se traduit par une faible consommation de poisson qui est de l'ordre de 04 kg par habitant et par an, alors que la moyenne dans les autres pays du bassin méditerranéen atteint 23 kg par habitant et par an ». «La faiblesse de cette production et de cette consommation limite la contribution du secteur à l'économie de notre wilaya en particulier et nationale en général », relèvent encore les auteurs de ce rapport. Et tout en insistant sur les justes et nombreuses mesures à prendre en faveur des pêcheurs en s'appuyant sur le principe de la stratégie de l'économie Bleue devant aller jusqu'à l'horizon 2032 lancée par le gouvernement, cette commission de l'APW a signalé qu'entre autres problèmes du secteur halieutique, figure celui « des agissements de certains membres de la chambre de la pêche ». La commission de l'APW n'a cité aucun nom parmi ces fonctionnaires « causant des problèmes aux pêcheurs », selon elle. « Ces agissements » ne sont pas cités non plus dans leur nature exacte.

De son côté, la direction de la pêche et de l'aquaculture (DPA) de la wilaya a mis un accent, dans son rapport, sur la situation physique de son secteur et certains aléas rencontrés et dont elle n'est pas forcément responsable. Sur le plan productif poissonnier, la DPA de Tizi Ouzou relève que la production annuelle moyenne durant les dix dernières années est de l'ordre 860 tonnes par an, se répartissant sur quatre groupes d'espèces, en l'occurrence le poisson blanc, le poisson bleu, les crustacés et les mollusques. Le poisson bleu domine avec 70 % des débarquements. Et au cours de l'année passée (2024), il a été enregistré, selon le rapport de la DPA, une production de 433,1 tonnes qui est répartie par groupes d'espèces comme suit : crustacé : 39,2 tonnes, soit 09%, mollusque : 8,8 tonnes, soit 2%, poissons bleu : 287, 8 tonnes, soit 66% et poisson blanc : 97,3 tonnes, soit 23%. En ce qui est de l'évolution de la production, entre 2000 et 2024, la production la plus importante a été enregistrée en 2012 avec 1.666 tonnes. La plus faible, qui est de 281,687 tonnes, a eu lieu en 2021. Celle de l'année écoulée (2024) est de 433,12 tonnes. En ce qui de la seule production aquacole, le rapport relève que l'entrée en activité des premières fermes aquacoles en 2022, en l'occurrence une pisciculture et une autre en conchyliculture, a permis de réaliser une quantité de 270 tonnes de daurades et moules au cours de l'année 2023. Il en est de même au cours de cette année 2024. Cette production aquacole, venant en appoint à la production issue de la pêche maritime, a permis « une hausse considérable dans la production globale de la wilaya pour atteindre près de 1.000 tonnes en 2023 ».

Sur le volet portant aquaculture, le rapport mentionne que 19 concessions en aquaculture marine ont été octroyées par l'Etat. Il s'agit plus exactement de 12 concessions en pisciculture, 06 en conchyliculture et une en coralliculture. Toutefois, 12 décisions de ces concessions sont annulées et deux autres en cours de d'annulation au motif de non mise en exploitation. Au volet de l'aquaculture continentale, le rapport mentionne que le potentiel hydrique qui est de 05 barrages, 83 retenues collinaires et 113 bassins d'irrigation, les opérations d'ensemencement, au nombre de 17 dans les barrages, ont porté l'ensemencement de 1,77 million d'alevins/géniteurs, et 11 003 alvins/géniteurs à travers 38 opérations dans les bassins d'irrigation. Dans le cadre de cette pêche continentale, l'Etat a octroyé 30 concessions depuis 2008 à ce jour aux professionnels de cette pêche. La production totale depuis cette année 2008 a été de 523 tonnes, soit une quantité de 30 tonnes par an en moyenne. S'agissant du volet investissement, le rapport mentionne que pour l'investissement public pour les programmes neufs, il y a deux opérations qui sont inscrites à l'indicatif du secteur.

Il s'agit de la réalisation et l'équipement de deux sièges pour antennes de pêche. L'un à Azeffoun et l'autre à Tigzirt. Le rapport de la DPA note « qu'après la levée des contraintes, les ODS (ordre de service) de démarrage des travaux pour les deux projets ont été émis le 15 mai 2025, et les travaux sont actuellement en cours ». Concernant les anciens programmes, et dans le cadre de celui du Fonds national de développement de la pêche et de l'aquaculture (FNDPA), deux opérations centralisées ont l'objet d'une inscription.

La première porte sur l'étude, la réalisation et l'équipement d'une halle à marée au port de Tigzirt. Les travaux ont été arrêtés en 2019 pour des raisons administratives. Le taux d'avance des travaux au moment de leur arrêt était de 68,5 %. La deuxième opération porte sur la réalisation d'un site d'échouage à Ibahrizen, dans la commune d'Aït-Chaffaï. Ce projet est aussi à l'arrêt depuis le 30 mai 2014 pour motif de problème d'accès vers le site de réalisation.

29 PROJETS PRIVÉS

S'agissant des investissements privés, il y a lieu de retenir que dans le cadre du programme de soutien à la relance économique, subventionné par le Fonds national de développement de la pêche et de l'aquaculture (FNDPA), la wilaya de Tizi Ouzou, selon toujours la DPA, a bénéficié de 29 projets dont le montant global est évalué à 1. 594. 197. 284, 70 DA et le montant global des subventions est de l'ordre de 691 634 277 DA, soit un taux de 43, 38 % du coût global des projets. Ces projets sont répartis comme suit : une ferme aquacole, un thonier senneur de 25,2 mètres, six projets intégrés réunissant 08 chalutiers et 03 camions frigorifiques, 06 sardiniers, 13 petits métiers, un projet intégré composé de poissonnerie et d'un camion frigorifique et enfin, une station de ravitaillement.

Quant aux projets initiés dans le cadre des différents dispositifs, ils sont au nombre de 114. Les réalisations portent sur 60 petits métiers, et ce par financement dans le cadre de la solidarité nationale, 18 sont financés dans le cadre de NESDA (ex-ANSEJ) lesquels portent sur 04 senneurs et 14 petits métiers, et dans le cadre des formules CNAC et ANGEM, la réalisation a porté sur 36 projets. Il s'agit de 09 senneurs, 26 petits métiers et 01 moteur pour barque. Il est également à signaler deux projets en cours de réalisation, et ce dans le cadre d'autofinancement. Il s'agit d'un petit métier et de l'acquisition d'un sardinier pour cette année 2025.

Toujours dans ce cadre de réalisation, la DPA relève que dans le domaine d'aquaculture marine, la wilaya de Tizi Ouzou dispose de 04 projets dont 02 sont entrés en production, un autre portant sur la coralliculture qui est en cours de réalisation et deux autres projets, dont l'un porte sur la crevetticulture et l'autre en pisciculture sont en cour d'étude.

Dans le cadre de l'aquaculture continentale, un projet validé est en cours de montage financier. Il s'agit de l'élevage tilapia. Il y a lieu de souligner enfin que ni la DPA ni la CAHFPT de l'APW n'ont signalé tous les facteurs responsables de la cherté du poisson et sa non disponibilité en quantité voulue sur les marchés tizi-ouziens. La curiosité porte surtout sur ce dernier point lequel est directement responsable du premier. En effet, si le prix du poisson suit constamment une courbe ascendante, c'est parce qu'il n'est pas disponible en quantité suffisante.

Quant à la raison principale de celle-ci, selon des sources proches de ce dossier, bien des pêcheurs destinent leurs pêches pour d'autres pays. C'est comme le corail. Le poisson, de haute qualité bien entendu, est sujet à une transaction commerciale au large et à la faveur de la nuit. La monnaie de payement se fait en euro ou en dollars, nous a-t-on révélé. En définitive, ce n'est pas la mer méditerranée qui défavorise le consommateur algérien en poisson, mais ses propres pêcheurs.

De notre bureau,
Saïd Tissegouine

RABAT EN GUERRE OUVERTE CONTRE LE DROIT INTERNATIONAL

Une «Piraterie politique»

Le régime marocain, accusé de manipuler la scène internationale pour enterrer le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui, a été sévèrement dénoncé avant-hier lors d'une rencontre organisée dans l'espace Esprit Panaf « Frantz Fanon », en marge du 28e Salon international du livre d'Alger (SILA).



L'écrivain et militant sahraoui Sid Hamdi Yahdih y a livré une intervention sans détour, dénonçant une « offensive diplomatique orchestrée » par Rabat et ses alliés pour imposer la fiction d'une « autonomie interne » en lieu et place du référendum d'autodétermination prévu par les Nations unies.

« Ce que fait le Makhzen, c'est une tentative de piraterie politique », a-t-il déclaré d'emblée, en référence à la résolution du Conseil de sécurité du 31 octobre, qui selon lui, « trahit l'esprit du droit international » en éludant la notion de décolonisation. Derrière ce glissement sémantique, explique-t-il, se cache une entreprise plus vaste, à savoir, légitimer l'occupation par le discours.

Pour Yahdih, le Maroc mène une guerre silencieuse, diplomatique, médiatique et culturelle, visant à effacer la cause sahraouie des radars internationaux. « Le Makhzen n'occupe pas seulement un territoire mais tente d'occuper les consciences », a-t-il martelé, accusant Rabat d'utiliser les médias, les lobbys et la normalisation avec Israël pour transformer l'occupation en fait accompli.

Etablissant un parallèle entre le Sahara occidental et la Palestine, Yahdih a dénoncé « l'alliance tripartite entre Rabat, Tel-Aviv et Washington », qu'il considère comme « une coalition contre le droit international ». « Ce sont deux fronts d'un même combat, celui de la dignité humaine face à l'impunité », a-t-il déclaré.

Il a accusé certains acteurs internationaux de vouloir « neutraliser toute forme de résistance, qu'elle soit en Palestine ou au Sahara occidental », soulignant que « le Maroc n'a aucune souveraineté légitime sur ce territoire ». Et de prévenir : « Le référendum est refusé par Rabat, l'autonomie rejetée par le peuple sahraoui, les Nations unies se retrouvent dans une impasse qu'elles ne peuvent plus masquer ».

Revenant sur la dignité de son peuple et la légitimité de sa lutte, l'écrivain a rappelé que dans toutes les causes justes, « la plume marche toujours aux côtés de la lutte ». Pour lui, la littérature sahraouie n'est pas un simple exercice esthétique, mais une arme de résistance. « Depuis plus d'un demi-siècle, nos écrivains, nos poètes et nos conteurs ne parlent que d'une chose : la liberté. Chaque texte, chaque poème, chaque chanson porte la marque du combat », a-t-il souligné.

La création, explique-t-il, devient un moyen de sauvegarder la mémoire, d'exister face à l'oubli et de témoigner au nom d'un peuple privé de parole. Dans cette perspective, la plume devient le territoire libre du Sahara, celui qu'aucune puissance coloniale ne peut confisquer. « Tant qu'il y aura des écrivains sahraouis, notre histoire ne sera pas effacée », a-t-il lancé.

Évoquant les fondements culturels et spirituels du Sahara, Sid Hamdi Yahdih a rappelé Sakia El Hamra, jadis centre religieux et intellectuel du Maghreb, où affluaient savants et lettrés. Il a mis en lumière les liens profonds unissant les peuples sahraoui, algérien et mauritanien, héritiers de la grande tribu des Sanhadja, « symbole d'un métissage arabo-amazigh que la langue hassaniya continue de porter comme un trésor vivant ».

L'écrivain, auteur d'une quarantaine d'ouvrages, a souligné que cette littérature « populaire et enracinée » partage un souffle commun avec la poésie algérienne. « Lire un poème sahraoui, c'est entendre l'écho d'un vers venu de Laghouat », a-t-il lancé, saluant la fraternité de destin entre les deux peuples. Il a également annoncé la traduction prochaine de plusieurs de ses œuvres, afin de « porter la voix sahraouie au-delà des frontières ».

Selon lui, le combat du Sahara occidental interpelle désormais le monde académique, précisant que « des universités du Nord au Sud multiplient les études et les thèses sur notre cause. Cette attention internationale prouve que notre lutte dépasse les frontières et touche à l'universel, à la dignité humaine et au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

A la fin de son intervention, le militant a adressé un avertissement au Maroc, estimant que « Rabat persiste à refuser le référendum, tandis que les Sahraouis rejettent toute idée d'autonomie. Cette situation ne saurait perdurer. Les Nations unies devront trancher, entre la justice et la complicité ».

Meriem Djouder

LE SAHARA S'ÉCRIT AU PRÉSENT AU SILA

Naissance d'une littérature du Sud

LONGTEMPS relégué à la marge du récit national, le Sahara s'impose aujourd'hui comme un espace littéraire à part entière, porté par une nouvelle génération d'écrivains qui réinventent la mémoire du Sud. Lors d'une table ronde au Salon international du livre d'Alger, auteurs, conteurs et critiques ont exploré les contours de cette « narration saharienne », un mouvement en plein essor qui fait du désert non plus un décor, mais un personnage central de la littérature algérienne contemporaine.

Sous la houlette du romancier et universitaire Seddik Hadj Ahmed Ziwani, la rencontre intitulée « Téserid essahra : nouvelles fenêtres dans la littérature algérienne contemporaine » a réuni une constellation d'auteurs issus du grand Sud : Djamila Talbaoui, Kheïri Belkhir, Abdelkader El Mejberi, Ahmed Bouafia, Miloud Ould Esseddik, Youcef Oukassem et Abdallah Lebouiz. Ensemble, ils ont esquissé les contours d'un mouvement littéraire qui, sous ses apparences discrètes, redéfinit profondément le rapport de l'Algérie à son propre imaginaire.

Car écrire le désert, aujourd'hui, ce n'est plus peindre des mirages. C'est interroger le silence, les traces et les héritages, mais aussi la manière dont un pays s'écrit à partir de ses marges. Les auteurs sahariens parlent d'un territoire vécu, charnel, à la fois rude et lumineux, où chaque grain de sable garde la mémoire des pas et des voix.



Pour Djamila Talbaoui, autrice de Warda Er-Rimal, le roman saharien « n'est pas marginal, il est essentiel à notre identité littéraire. Il restitue une mémoire collective, un imaginaire et une sagesse qu'aucune autre région ne porte avec autant d'intensité ». Un constat que partage Kheïri Belkhir, pour qui « le Sahara n'est pas un simple paysage, mais un labyrinthe existentiel où l'homme se mesure à la vastitude, à la fois physique et intérieure. »

Le médecin et conteur Abdelkader El Mejberi, originaire d'Adrar, a rappelé quant à lui la continuité entre l'oralité et l'écriture. Il précisera que « la littérature saharienne est d'abord une parole contée. Elle naît autour du feu, dans les ksour et les oasis. Le romancier d'aujourd'hui ne rompt pas avec cette tradition : il la prolonge par l'écriture ».

Pour le critique Ahmed Bouafia, ce mouvement marque « une mutation profonde du roman algérien contemporain ». Il y voit « une écriture décentrée, polyphonique, ancrée dans la pluralité linguistique et symbolique. Les écrivains du Sud déplacent le centre de gravité de la littérature nationale en y introduisant de nouvelles structures narratives inspirées de l'oralité, des proverbes, des chants et des contes. Cette hybridation, loin d'être marginale, devient un espace d'invention ».

Dans la seconde partie de la rencontre, les interventions ont pris un ton plus méditatif. Le romancier Miloud Ould Esseddik est revenu sur le lien entre le désert et la condition humaine, soulignant que « le désert ne se donne qu'à ceux qui l'aiment, à ceux qui savent l'écouter. Il est l'espace du dépouillement, de la vérité et de la patience ». De son côté, Abdallah Lebouiz a plaidé pour la sauvegarde de la langue hassanie, qu'il considère comme un « trésor en voie de disparition et un pilier de l'identité culturelle du Sud ». Il dira que « préserver la hassanie, c'est préserver un regard sur le monde, une manière de dire et de sentir qui appartient à ce territoire ».

Enfin, Youcef Oukassem a convoqué la dimension mémorielle du Tassili, qu'il décrit comme « un livre de pierre où chaque gravure raconte une histoire plus ancienne que l'écriture elle-même. Le Sahara est une bibliothèque à ciel ouvert : on y lit le temps ». Ces écrivains incarnent une génération consciente de la nécessité de faire entendre les voix longtemps tues, de réinscrire le Sahara dans le récit national, non comme décor, mais comme source fondatrice. Leurs textes se déploient entre la mémoire et la modernité, entre le conte et le roman, entre la poussière des pistes et la lumière des villes.

Meriem Djouder

MOHAMMED DIB

Une odyssée nordique redécouverte au SILA

Au 28e Salon international du livre d'Alger (SILA), l'espace culturel de l'Union européenne a fait ressortir une séquence, peu révélée au public, de l'œuvre dibienne, son rapport intime et fécond avec la Finlande, qui inspira, notamment, sa trilogie nordique. Par le truchement du témoignage de sa fille, Laura Dib, ces « affinités finno-algériennes » se sont dévoilées, éclairant, une dimension incontournable de l'universalité de l'immense écrivain algérien.



Dans l'espace du Pavillon européen au SILA, l'universitaire Laura Dib a, lundi après-midi, invité le public à redécouvrir Mohammed Dib sous un jour nordique, celui d'un écrivain profondément inspiré par la Finlande.

« Je suis ici pour parler d'un aspect moins connu en Algérie », a-t-elle, d'emblée, lancé. D'après Laura Dib, tout commence en 1975 : Dib est, pour le coup, invité au «Lahti International Writer's Meeting», autour de la thématique « Littérature et identité nationale ». À cette époque, a noté Laura Dib, Mohammed Dib s'est déjà imposé sur la scène internationale comme l'une des voix libres accompagnant la lutte de l'Algérie pour son émancipation.

Selon la même oratrice, les conditions exactes de cette invitation restent nébuleuses. Nonobstant, elle estime que la dimension identitaire qui traverse l'œuvre de son père a très probablement joué un rôle déterminant. Il revient en 1977 puis en 1979 », a-t-elle poursuivi. Là-bas, il rencontre l'éditeur, Jussi Sorjonen. La maison d'édition Éditions Baschmakoff, la doyenne et l'une des plus réputées du pays, a, en conséquence, publié en finnois « La Grande Maison » (1978) puis « L'Incendie » (1979), exempté le troisième volet de la trilogie « Le Métier à tisser » , a-t-elle fait savoir. Une première historique : Mohammed Dib devient le tout premier écrivain algérien traduit en finnois. Les journalistes et critiques finlandais jubilent devant ce réalisme poignant décrivant la condition du peuple algérien sous la colonisation. Une fenêtre ouverte sur une société inconnue, et une plume tout à fait sublime, a-t-elle précisé.

Mais le plus surprenant est encore à venir ; ce voyage ne restera pas extérieur à son œuvre. Il la transforme. Après trois décennies à écrire l'Algérie, Dib explore désormais les territoires nordiques, a déclaré Laura Dib. Et d'ajouter : « Entre 1985 et 1994, il publie quatre romans situés en Finlande, ainsi que plusieurs recueils de poèmes baignés de lumière nordique, cet enchantement lumineux de l'été finlandais qui bouleverse son rapport au réel ».

« La publication en finnois de son premier roman lui permet de parcourir le pays grâce aux invitations d'un large réseau de bibliothèques municipales, qui l'accueillent pour des lectures et des rencontres. Au fil de ces voyages, il approfondit sa connaissance des paysages, de la nature et des habitants du Nord, une source d'inspiration qui marquera durablement son œuvre », a souligné Laura Dib.

Dans les années 1970-1980, Dib collabore étroitement avec la revue Europe, engagée dans la mise en lumière de littératures « marginalisées », a rappelé la même intervenante. « Il y traduit de nombreux auteurs finlandais, approfondissant sa connaissance du pays », a-t-elle affirmé.

La même conférenciere a rapporté qu'en 1982, lors d'un entretien avec un quotidien finlandais, Mohammed Dib décrivait la littérature du pays comme marquée par une grande sensibilité et une présence constante de la nature. De nos jours, a déploré Laura Dib, le public finlandais s'est éloigné de l'œuvre de son père : « Il serait important de remettre sur le devant de la scène ses livres, pour que le lectorat nordique puisse en redécouvrir la portée universelle ». Ce que révèle, avec force, cette rencontre, c'est, bien entendu, la profondeur planétaire de l'œuvre dibienne.

Khalil Aouir

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU SILA 2025

L'Algérie dans la civilisation

ORGANISÉE en marge du 28e Salon international du livre d'Alger (SILA), une conférence internationale s'est tenue, hier, à l'hôtel El Aurassi, à Alger, rassemblant des chercheurs algériens et étrangers autour de la richesse historique et culturelle du pays. Sous le haut patronage du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et de la ministre de la Culture et des Arts Malika Bendouda, cette conférence a convié universitaires et penseurs à interroger la place de l'Algérie dans la civilisation mondiale. Dans son allocution d'ouverture, la ministre Malika Bendouda, a affirmé que cette rencontre s'inscrit au cœur de la fête du livre (SILA). Elle a, en cette circonstance, déclaré que le parcours civilisationnel du pays s'étend « des gravures rupestres du Tassili n'Ajjer aux penseurs de l'Antiquité tels qu'Apulée et Saint Augustin, jusqu'aux grandes figures modernes comme l'Émir Abdelkader, Malek Bennabi et Mohammed Arkoun, qui ont porté l'idée de l'Homme universel ».

Pour la ministre, l'identité algérienne se nourrit de « la diversité linguistique et religieuse qui a façonné le dialogue comme principe fondateur ». Elle a, aussi, souligné que « l'Algérie, forte de 2,4 millions d'années d'histoire humaine, a toujours été un espace de rencontre des cultures ».

De son côté, le commissaire du SILA, Mohamed Iguerb, a expliqué que ce colloque s'intègre dans une vision culturelle globale, tournée vers le développement durable et l'ouverture aux civilisations. Selon ses propres termes, la dynamique culturelle observée en Algérie ces dernières années s'est accompagnée « d'une interaction créative avec le monde, consolidant les valeurs de liberté intellectuelle et de dignité ». Dans le même esprit, Iguerb a présenté l'écriture — papier ou numérique — comme « un espace fédérateur d'idées et de cultures », capable de jeter des ponts pour bâtir « une civilisation humaine commune ».

Présidée successivement par Djamel Yahiaoui, Hacène Arab puis Amena Belaala, la rencontre s'est articulée autour de communications visant à illustrer, selon les perspectives respectives des intervenants, l'imbrication du local et du global dans la pensée et l'histoire algérienne.

Le philosophe tunisien Fathi Triki a, grosso modo, mis en lumière la profondeur de la civilisation numido-carthaginoise, considérée, à ses yeux, comme « le point de départ de la pensée philosophique » dans la région. Il a, par ailleurs, affirmé que toute civilisation se définit par « ses valeurs intellectuelles et spirituelles » et leur évolution dans l'histoire.

Le chercheur américain, Olivier Gloag a, pour sa part, analysé l'impact des résistances anticoloniales — notamment celles menées par Toussaint Louverture et l'Émir Abdelkader — sur la littérature française, de Victor Hugo aux surréalistes. Il a estimé que ces mouvements de libération ont forcé nombre d'écrivains à affronter la contradiction d'un empire se revendiquant universaliste tout en maintenant l'inégalité des droits. Il a également critiqué le discours de l'extrême droite française, qui, selon lui, « tend à mobiliser la figure d'Albert Camus ».

Le chercheur britannique James McDougall s'est intéressé aux dynamiques ville-campagne en Algérie, du modèle appliqué par Ibn Khaldoun à l'évolution des espaces urbains après l'indépendance, interrogeant la manière dont la civilisation se déploie « dans l'espace et dans le temps ».

Par ailleurs, le chercheur algérien Hosni Kitouni a mis en relief les apports de l'historiographie « américaine », (étasunienne), qu'il juge « moins prisonnière du passé colonial » que la française, et permettant de « recentrer la voix algérienne dans son propre récit historique ».

La présence culturelle de l'Algérie en Afrique de l'Ouest a été mise en perspective par Al-Khidiru Abdelbaqi (Nigeria), qui a souligné « le rôle du patrimoine religieux et culturel dans la diplomatie algérienne et les échanges continentaux ».

Le chercheur Yacine Benabid a, pour sa part, présenté l'apport spirituel de l'Émir Abdelkader, présenté comme une figure d'un islam « humaniste et tolérant ». Selon ses déclarations, « l'action du fondateur de l'État algérien moderne — à la fois politique, militaire et philosophique — a contribué à façonner une dimension fondamentale du fait spirituel algérien à travers les âges ». Enfin, Fareh Masrahi (Université de Batna) a mis en avant « la dimension universelle de la pensée algérienne contemporaine ». Il a notamment relevé que « l'humanisme défendu par Mohammed Arkoun constitue, le cœur d'un projet intellectuel visant à améliorer la condition humaine et à dépasser les frontières identitaires entravant le progrès social ».

Khalil A.

SERIE A

La Juventus veut déjà mettre Jonathan David à la porte

DÉCRIÉ depuis son arrivée à la Juventus, Jonathan David pourrait déjà s'en aller au mercato hivernal. Plusieurs clubs européens pensent à récupérer l'ex-Lillois, en grande difficulté avec la Vieille Dame.
Après un long feuilleton qui aura duré plusieurs mois, Jonathan David a finalement quitté le LOSC l'été dernier pour rejoindre la Juventus, pour un contrat de cinq saisons. La Vieille Dame était d'ailleurs la seule à répondre favorablement aux exigences salariales du joueur et de son entourage, lui qui était annoncé dans toute l'Europe alors qu'il était libre de tout contrat après sa dernière saison en Ligue 1. Mais depuis son arrivée à la Juve, le Canadien de 25 ans ne répond clairement pas aux attentes.
En 12 rencontres disputées, il n'a marqué qu'un seul but contre Parme, le 24 août dernier. Mais au-delà des statistiques, son apport sur le terrain est grandement critiqué par la presse italienne et les supporters. « Depuis son premier but contre Parme le 24 août, David n'a pas eu d'impact : il est désormais un mélange de maladresse et de découragement. Et l'attaque des Bianconeri en pâtit. Le mécontentement des supporters de la Juventus grandit sur les réseaux sociaux », expliquait Sportmediaset.
Le Canadien a d'ailleurs perdu sa place de titulaire et n'a pas été aligné lors du choc contre le Real Madrid, mais également lors des deux derniers matches de championnat et donc pour la première de Luciano Spalletti sur son banc. Le nouveau technicien italien semble davantage faire confiance à Dušan Vlahović et remet en cause l'avenir de l'ex-Lillois. Car d'après les informations de la Gazzetta dello Sport, Jonathan David n'est plus considéré comme le premier titulaire dans la hiérarchie des attaquants, ce qui pourrait se traduire par un départ.
En effet, il est possible que le buteur de 25 ans vienne à quitter la Juventus dès le mois de janvier, soit quelques mois seulement après son arrivée. Les mêmes clubs de Premier League, dont Tottenham et Chelsea, pourraient être intéressés à le récupérer d'après le journal rose. D'autant plus que Spalletti aimerait rapidement faire prolonger Dušan Vlahović : « il sait ce que signifie jouer pour la Juventus, et il souhaite continuer malgré le fait que son contrat avec le club ne court que jusqu'en juin prochain. En réalité, il serait ravi de rester ici plus longtemps », a expliqué le nouveau manager bianconero.
Avant de recevoir le Sporting, ce mardi soir (21 heures), pour un match déjà important pour une qualification en phase à élimination directe, la Juventus semble donc, déjà, ne plus faire confiance à l'ex-Lillois, qui empilait les buts en Ligue 1.

GOLDEN BOY 2025

Désiré Doué remporte le trophée

Un mois après Gênes, c'est à Turin que Tuttosport a levé le voile : Désiré Doué sera le Golden Boy 2025. À l'ombre du Grattacielo della Regione Piemonte, le futur lauréat a été confirmé avant une cérémonie qui s'annonce déjà mémorable en décembre.



Un mois après la grande journée média organisée à Gênes dans le flambant neuf centre d'entraînement du Genoa, Tuttosport a convoqué à nouveau la presse ce mardi, cette fois à Turin, au Grattacielo della Regione Piemonte, pour y dévoiler l'identité du futur lauréat du Golden Boy 2025. À Gênes, la liste finale des 25 talents encore en lice avait été révélée, dessinant les contours de la nouvelle génération dorée du football européen : Pau Cubarsí, Désiré Doué, Myles Lewis-Skelly, Warren Zaïre-Emery, Dean Huijsen, Kenan Yildiz, Ethan Nwaneri, Geovany Quenda, Jorell Hato, Archie Gray, Eliesse Ben Seghir, Leny Yoro, Arda Güler, Victor Froholdt, Lucas Bergvall, Mamadou Sarr, Senny Mayulu, Estêvão, Franco Mastantuono, Nico O'Reilly, mais aussi quatre wildcards venues ajouter du piquant à la sélection en les personnes de Jobe Bellingham, Francesco Pio Esposito, Aleksandar Stankovic, Giovanni Leoni et Rodrigo Mora.
Une short-list impressionnante, reflet d'une génération aussi précoce que talentueuse, mais dans laquelle un nom se détachait déjà nettement. C'est donc à Turin, dans l'imposante tour de la Région du Piémont – troisième bâtiment le plus haut d'Italie – que l'organisateur a levé officiellement le suspense. Ce rendez-vous avait un objectif clair : expliquer les contours du gala prévu en décembre, en détaillant son format, ses invités et le déroulé de la soirée… mais surtout annoncer le vainqueur 2025, celui autour duquel sera construite toute la cérémonie.
Une annonce rare puisque Tuttosport joue désormais la carte de la mise en scène à long terme, qui confirme une tendance forte : le Golden Boy est devenu non seulement un trophée, mais un véritable événement médiatique continental. Et au terme de cette présentation turinoise, un nom s'est imposé, sans trembler, sans contestation, comme l'évidence absolue de cette édition.
Sans surprise, Désiré Doué sera le nouveau Golden Boy 2025. L'international français, arrivé au PSG en juillet 2024, a bouleversé la hiérarchie dès sa première demi-saison parisienne avant de survoler l'exercice 2024-2025. Titulaire indiscutable, décisif dans les grands rendez-vous comme lors de la finale contre l'Inter Milan et symbole d'un projet technique ambitieux tourné vers la jeunesse, Doué a participé à une année historique ponctuée d'un quintuplé monumental : Ligue 1, Coupe de France, Trophée des Champions, Ligue des Champions et Supercoupe d'Europe. Ajoutez à cela son importance dans le jeu, sa capacité à faire la différence balle au pied, son intelligence tactique et son adaptation instantanée dans un effectif à l'origine barré par la concurrence d'Ousmane Dembélé, Gonçalo Ramos, Bradley Barcola et Khvicha Kvaratskhelia. Tous les voyants étaient au vert.
Premier du classement parmi les joueurs éligibles, leader naturel du Golden Boy Index après l'inéligibilité réglementaire de Lamine Yamal, Désiré Doué va inscrire son nom au palmarès avec l'aura d'un joueur dont la trajectoire semble déjà tracée vers les sommets. Il reste désormais à patienter jusqu'au lundi 15 décembre, date à laquelle la cérémonie officielle aura lieu à Turin, devant les caméras et les grands décideurs du football européen. Désiré Doué y sera célébré comme le nouveau roi de cette génération, rejoignant une aristocratie prestigieuse, de Lionel Messi à Kylian Mbappé en passant par Erling Haaland et Lamine Yamal. Une soirée durant laquelle l'attaquant parisien entrera symboliquement « dans la cour des grands », et qui s'annonce déjà comme l'un des moments forts de la fin d'année footballistique. Paris, la France et l'Europe du football retiendront sans doute cette date, celle où Désiré Doué, éclatant de maturité et de talent, aura officiellement changé de dimension.

COUPE DU MONDE

Carlo Ancelotti envoie un gros coup de pression à Neymar

ALORS que la star brésilienne vient de faire son retour sur les terrains avec Santos, Neymar ne figure pas dans la liste de Carlo Ancelotti. Le manager italien l'a prévenu avant le Mondial 2026.
Rentré au Brésil depuis le début de l'année 2025, Neymar espérait relancer sa carrière du côté de Santos. Mais si le Brésilien fait toujours parler de lui, ses performances ne jouent pas en sa faveur. À 33 ans, l'ancien crack du Barça peine à enchaîner les matchs, freiné par des blessures à répétition. Arrivé avec un fort statut et l'objectif de rejoindre la sélection brésilienne en vue du Mondial 2026, le natif de Mogi das Cruzes est loin de ses meilleures années et cela pourrait lui coûter cher.
Lundi soir, Carlo Ancelotti a dévoilé sa liste pour les prochains matches amicaux, contre le Sénégal et la Tunisie en amical, les 15 et 18 novembre. Une liste dans laquelle ne figure logiquement pas la star brésilienne. Toujours meilleur buteur de l'histoire de la Seleção (79 buts en 128 sélections), Neymar voit la concurrence se renforcer sérieusement avec Vinicius, Rodrygo, Richarlison, João Pedro, Estevão ou encore Vitor Roque, qui retrouve de sa superbe depuis son retour au Brésil.
En octobre dernier, le technicien italien avait fait l'éloge de l'ex-Parisien. « Lorsqu'il est en bonne condition physique, il a les qualités pour jouer non seulement au Brésil, mais dans n'importe quelle équipe du monde grâce à son talent », avait-il assuré, espérant compter sur lui pour 2026. Mais cette nuit, le technicien italien n'a pas hésité à mettre un coup de pression au joueur de 33 ans. « Je n'ai pas parlé récemment avec Neymar. On verra quand il pourra récupérer et jouer de nouveau », a lâché Ancelotti devant la presse brésilienne.
Revenu à la compétition le week-end dernier après une énième blessure musculaire, Neymar n'a disputé que 24 minutes contre Fortaleza, un rendement encore trop maigre pour convaincre le Mister : « Pour le Mondial, nous avons besoin de joueurs avec une condition physique de très haut niveau. Je pourrais faire jouer un joueur en manque d'intensité pour le premier ou le deuxième match, mais je ne vais pas convoquer un joueur en manque d'intensité pour toute la Coupe du monde. Nous avons besoin de tous les joueurs à leur meilleur niveau », a insisté l'ancien coach du Real Madrid. La superstar est prévenue…

TIM WELLENS SUR LE GENOU DE TADEJ POGACAR LORS DU TOUR :

«Il avait les jambes gonflées et remplies de liquide»

Tim Wellens est revenu sur les douleurs à un genou de Tadej Pogacar cet été durant le Tour de France. Et dans L'Equipe et la Dernière Heure, le Belge confirme que son champion de coéquipier a souffert pour boucler cette édition 2025. Ses douleurs et ses pépins physiques ont fait craindre le pire à toute l'équipe, qui a retenu son souffle jusqu'au bout.

Le Tour de France 2025 n'a finalement pas été une vraie formalité pour Tadej Pogacar. Le quatrième sacre du génial Slovène sur la Grande Boucle n'a pourtant souffert d'aucune contestation. Mais s'il a fait part de son ennui lors de cette quête («Parfois, je me demande ce que je fais encore là, c'est si long»), le double champion du monde en titre a surtout connu des pépins à un genou durant cette édition. Au point que toute son équipe UAE s'est mise à trembler et à se demander si son leader n'allait pas lâcher.

Mi-octobre, Tadej Pogacar avait déjà révélé cette information sur la radio slovène Val 202 : «Le lendemain de l'étape avec arrivée au Mont Ventoux (16e étape), j'ai soudainement eu des problèmes à un genou. J'ai commencé à douter de ma capacité à continuer». Et ce lundi, en marge du critérium de Singapour, c'est son ami et coéquipier Tim Wellens qui est revenu sur cet épisode dans L'Équipe et La Dernière Heure. Et le Belge l'avoue sans ciller : UAE a retenu son souffle. «Je peux vous jurer que c'était du sérieux !», confie aujourd'hui le natif de Saint-Trond à la DH.

Tim Wellens raconte comment les nuages se sont amoncelés dans le ciel de la formation émiratie durant ce mois de juillet.



«Sur la dix-septième étape qui menait à Valence, il est un moment venu me voir tellement il souffrait, explique le Belge. Il a même dû aller à la voiture médicale. Le soir, cela n'allait toujours pas et le staff a décidé de l'emmener à l'hôpital pour passer une IRM. Comme il s'agissait d'un établissement public, j'étais persuadé que cette visite allait fuiter et être rendue publique, mais personne n'a rien su, et tant mieux ! Les médecins ont vu un problème sur l'imagerie et il a beaucoup souffert sur la fin du Tour. En interne, on a vraiment craint un possible abandon».

Pour Wellens, la blessure de Pogi était telle que cela se voyait à l'œil nu. «Son corps n'allait pas bien. Quand on est habitué à le voir en tenue, cela se voyait : il avait les jambes gonflées et remplies de liquide. Il avait d'ailleurs pris du poids en raison de cela. Cela a été un soulagement d'arriver à Paris», explique encore le Belge. Mais Pogi a tenu bon pour aller triompher une nouvelle fois à Paris. Et personne ne l'a su.

Ces révélations peuvent cependant expliquer les propos surprenants de l'ogre slovène sur cette Grande Boucle. «Je compte les kilomètres jusqu'à Paris. Parfois, je me demande ce que je fais encore là, c'est si long. J'ai hâte que ce soit terminé et que je puisse faire autre chose dans ma vie», avait-il soufflé sur les hauteurs de Courchevel à l'issue de la 18e étape. «Oui, je suis assez fatigué. Encore deux jours», avait-il relancé le lendemain. Quelques mois après, ces sorties qui avaient fait beaucoup réagir – certains allant jusqu'à se demander s'il n'était pas loin du burnout – peuvent être interprétées différemment avec ces confidences plus détaillées de Wellens. Et si sa lassitude était en fait aussi liée à une souffrance cachée ?

NBA : PHOENIX-SAN ANTONIO

Pour Wembanyama et les Spurs, une défaite pleine d'enseignements

DÉFAITS pour la première fois de la saison à Phoenix, les Spurs de Victor Wembanyama ont vu leur série d'invincibilité stoppée, ce dimanche. Le Français, passé à côté de sa rencontre et bien pris par la défense des Suns, voit les équipes doucement s'adapter pour le museler et l'empêcher de continuer ses performances ahurissantes. Un premier avertissement duquel Wemby voulait surtout apprendre.

Et soudain, la machine s'est enrayée. Après un début de saison tonitruant, où Victor Wembanyama s'est progressivement introduit dans le débat qui agite les saisons de NBA, à savoir quel joueur serait désigné MVP. En enchaînant les performances impressionnantes, le Français se plaçait comme un candidat crédible. Le pivot des San Antonio Spurs a réalisé sa pire performance de la saison sur le parquet des Phoenix Suns, ce dimanche (130-118). Ainsi, les Texans ont perdu leur première rencontre de la saison, mettant fin à leur série impressionnante de cinq victoires depuis le début de saison qui tenait plus de l'anomalie que de la normalité. Le jeune effectif coaché par leur entraîneur Mitch Johnson avait jusqu'ici réalisé un sans-faute, notamment emmené par Victor Wembanyama qui tournait avant cette rencontre à une moyenne de 30 points. Mais les matches passant, les équipes adverses mettent de plus en plus de plans «anti-Wemby» en place pour museler le géant français, ce qui n'a pas vraiment étonné son entraîneur, Mitch Johnson.

«Il va voir une variété de schémas et de défenses, comme on a pu le voir. En fonction des matchs-ups, du profil de la personne qui défend sur lui...», a réagi le coach de 38 ans après la défaite de son équipe. Le Tricolore, principale arme offensive de la franchise, a été parfaitement contenu. La preuve : il n'a inscrit que 9 points, bien loin de ses standards de son début de saison. «Je pense que lui et nous devons tous être meilleurs», a poursuivi Johnson devant la presse. «Wemby» est donc passé à côté du rendez-vous dans la raquette adverse. Mais il a quand même pris neuf rebonds, confirmant ses formidables capacités défensives et le poil à gratter qu'il devient pour les adversaires qui tentent de s'approcher de son panier.

Lorsqu'il s'agissait d'attaquer, le Français a eu toutes les peines du monde à s'exprimer (4/14 au shoot, avec un 1/5 à 3 points). Le vice-champion olympique est bien conscient des progrès qu'il a à faire. «Un match comme celui de ce soir (dimanche), montre que nous avons et j'ai encore beaucoup à apprendre. Apprendre plus sur mes coéquipiers et eux sur moi», avançait-il. Mais au-delà de la première défaite, qui n'a rien d'une claque, eu égard à la belle performance de Stephon Castle qui a inscrit 26 points, le Francilien souhait «retirer du positif» de cette défaite.

«Même dans l'adversité, on a répondu. Personne n'a abandonné, et même dans la défaite, on a beaucoup appris», a-t-il tenu à souligner. Pour que cela ne se reproduise pas, il a déjà prévu de visionner la rencontre et comprendre les tenants et les aboutissants de son soir sans. D'autant plus que les prochains adversaires des Spurs vont très certainement s'inspirer du chemin montré par Phoenix. «Je sais qu'ils ont regardé et qu'ils vont s'en inspirer», se méfiait-il déjà.

Le match du rebond, ce sera mercredi, contre les Lakers de Luka Doncic, qui n'ont peut-être pas regardé en direct la soirée compliquée de Victor Wembanyama alors qu'ils étaient en train de disposer de Miami (130-120), mais vont avoir du temps pour revenir dessus. Et s'en inspirer pour faire à nouveau flancher le jeune tricolore. Alors que lui n'a qu'une envie : écraser les Lakers pour effacer cette mauvaise soirée. Voilà qui promet un sacré duel.

TENNIS

Djokovic disputera le Masters à Turin assure le président de la Fédération italienne

ABSENT des courts depuis près d'un mois, le Serbe Novak Djokovic devrait faire son retour lors du Masters ATP à Turin affirme le président de la Fédération italienne Angelo Binaghi.

Le président de la Fédération italienne de tennis Angelo Binaghi a assuré lundi que le Serbe Novak Djokovic qui n'est plus apparu sur le circuit depuis quatre semaines disputera le Masters ATP à Turin, du 9 au 16 novembre. «Nous avons la confirmation, Djokovic sera à Turin», a-t-il déclaré sur la radio Rai Gr Parlamento. Après sa défaite en demi-finale du Masters 1000 de Shanghai contre le Monégasque Valentin Vacherot le 11 octobre, Djokovic, 38 ans, a fait l'impasse sur le Rolex Paris Masters qui s'est terminé dimanche. Il doit faire son retour en compétition cette semaine à Athènes.

L'an dernier, «Djoko» avait fait l'impasse sur le «tournoi des maîtres» qui réunit les huit meilleurs joueurs de l'année, un tournoi qu'il a remporté à sept reprises, record de la compétition. Le Serbe occupe actuellement la 4e place de la «Race» (le classement dont les 8 premiers se qualifient pour le Masters). Sa participation, un temps incertaine, signifie qu'il ne reste plus qu'une place pour les Finales ATP qui se jouera entre le Canadien Félix Auger-Aliassime et l'Italien Lorenzo Musetti, respectivement 8e et 9e du classement annuel.

Ils sont séparés par 160 points. Musetti qui, contrairement à Auger-Aliassime, joue cette semaine, à Athènes, peut coiffer sur le poteau le Canadien, finaliste à Paris, en remportant le tournoi grec.



BenQ mise sur le QD-OLED : 4K, 540 Hz et DisplayPort 2.1 au programme

Un écran gamer QD-OLED, ça vous tente ? Avec une fréquence montant jusqu'à 540 Hz, BenQ propose trois modèles dotés des dernières technologies en termes d'image et de connectivité.

Le constructeur BenQ annonce trois nouveaux écrans gamer avec une dalle QD-OLED. Les modèles EX271UZ, EX321UZ et EX271QZ se destinent aux gamers exigeants et aux créateurs de contenu. Au programme, une définition 4K, une fréquence montant jusqu'à 540 Hz et une connectivité complète.

De nouveaux écrans pour gamers et créateurs

Les EX271UZ et EX321UZ partagent une définition 4K et un taux de rafraîchissement de 240 Hz, avec un temps de réponse de 0,03 ms. Ils intègrent des dalles QD-OLED de quatrième génération développés par Samsung.
Ces écrans offrent une couverture de 99% de l'espace colorimétrique DCI-P3 et une calibration d'usine pour une fidélité des couleurs optimale. Le modèle EX321UZ, doté d'un écran de 32 pouces, se distingue par sa compatibilité avec le DisplayPort 2.1 (80 Gbps) et une certification DisplayHDR True Black 500.
Le EX271UZ (d'une diagonale de 27 pouces) propose le DisplayHDR True Black 400 et un prix plus accessible. Les deux écrans (EX271UZ et EX321UZ) bénéficient de la technologie Color Shuttle, qui propose plus de 120 profils de couleurs préconfigurés pour les jeux AAA.
Le EX271QZ, quant à lui, se positionne sur le segment des écrans 1440p avec un taux de rafraîchissement de 540 Hz.
Ce qui permet de répondre aux besoins des joueurs en demande d'une fluidité extrême. Ce modèle, comme ses homologues 4K, offre des fonctionnalités telles que le FreeSync Premium Pro, la réduction du flou de mouvement et une connectique complète (HDMI 2.1, USB-C avec charge 90W, KVM intégré).

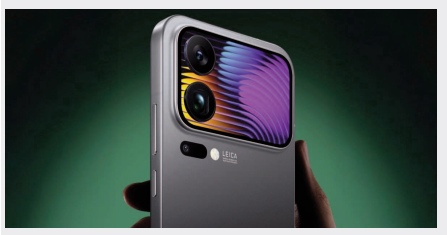
Une connectivité dernière génération au programme

Le EX321UZ est le seul des deux modèles 4K à supporter le DisplayPort 2.1, garantissant une transmission sans compression des signaux 4K à 240 Hz. Le EX271UZ utilise le DisplayPort 1.4 avec compression DSC (Display Stream Compression) pour atteindre les mêmes performances.
Les deux écrans disposent également de deux entrées HDMI 2.1, compatibles avec les consoles nouvelle génération, ainsi que des fonctionnalités comme l'ALLM (Auto Low Latency Mode) et l'eARC (Enhanced Audio Return Channel) pour une intégration optimale dans les configurations multimédias. BenQ a également repensé le design du socle, réduisant son encombrement de 40 % par rapport aux modèles précédents, et a intégré un système de gestion des couleurs basé sur l'intelligence artificielle. Ce dernier est capable d'analyser les styles visuels des jeux et d'ajuster automatiquement le rendu.

Prix et disponibilité

Les écrans EX271UZ et EX271QZ seront disponibles dès le premier trimestre 2026, aux prix respectifs de 999€ et 949€. Le EX321UZ, plus grand et doté de fonctionnalités supplémentaires, sera commercialisé au deuxième trimestre 2026 pour 1399€.

Xiaomi 17 : ces photos révèlent la capacité de la batterie des différentes versions



UNE GROSSE batterie dans un smartphone, ça vous tente ? Xiaomi s'apprête à casser la baraque avec une augmentation notable de la capacité de toute sa gamme.
La série Xiaomi 17, attendue pour un lancement en Chine le 30 septembre 2025, fait de nouveau parler d'elle.
Alors que le constructeur chinois prépare l'arrivée de ses nouveaux smartphones haut de gamme équipés du Snapdragon 8 Elite Gen 5, une fuite récente révèle des informations précises sur les batteries de la gamme. Une augmentation notable de la capacité par rapport à la version précédente serait au programme.

DE PLUS GROSSES BATTERIES POUR TOUTE LA GAMME

Selon les informations dévoilées, le modèle standard, le Xiaomi 17, serait doté d'une batterie de 7000 mAh, contre 5400 mAh pour le Xiaomi 15. Cette augmentation notable marque une volonté claire d'améliorer l'autonomie, souvent critiquée sur les appareils haut de gamme.
Le Xiaomi 17 Pro, quant à lui, embarquerait une batterie de 6300 mAh, soit une légère hausse par rapport aux 6100 mAh du Xiaomi 15 Pro.
Enfin, le Xiaomi 17 Pro Max se démarquerait avec une batterie de 7500 mAh, l'une des plus imposantes jamais intégrées à un smartphone.
Une quatrième batterie, d'une capacité de 6800 mAh, serait destinée au Xiaomi 17 Ultra, un modèle non encore officiellement annoncé, mais dont l'existence semble se préciser.

UNE RECHARGE PLUS RAPIDE POUR TOUS LES MODÈLES

Nonobstant l'augmentation des capacités, la série Xiaomi 17 bénéficierait d'une recharge rapide à 100 W, contre 90 W pour les modèles précédents. Cette amélioration, combinée à des batteries plus volumineuses, pourrait offrir une expérience utilisateur plus fluide. Seule condition, que le nouveau processeur Snapdragon 8 Elite Gen 5 ne consomme pas davantage d'énergie que ses prédécesseurs.

XIAOMI VEUT RATTRAPER SON RETARD SUR LES BATTERIES

Le constructeur souhaite rattraper son retard sur les batteries. D'autres fabricants comme Oppo et Realme ont pris le lead en proposant déjà des batteries de 7000 mAh, mais Xiaomi patine un peu sur ce point-là.
Les performances de la batterie dépendront toutefois de l'usage qui est fait du smartphone par l'utilisateur. Cette nouvelle batterie plus imposante serait également idéale pour alimenter l'écran au dos de l'appareil.

Le futur iPhone pliable pourrait avoir le look de deux iPhone Air… et coûter très cher !



LE FUTUR IPHONE pliable vous fait déjà rêver ? Il y a de quoi, mais son prix pourrait être un frein à l'achat, avec un tarif de départ titillant celui d'un iPhone 17 Pro Max 2 To. Apple prépare l'arrivée de son premier iPhone pliable, un appareil qui pourrait marquer un tournant dans l'évolution des smartphones. Selon les informations relayées par l'analyste Mark Gurman, ce modèle, attendu pour 2026, adopterait un design inspiré de deux iPhone Air placés côte à côte. Ce choix esthétique permettrait à l'appareil de se replier pour adopter l'apparence d'un iPhone classique, tout en offrant un écran plus grand et une minceur assurée.

Windows Paint bénéficie d'une mise à jour majeure similaire à Photoshop

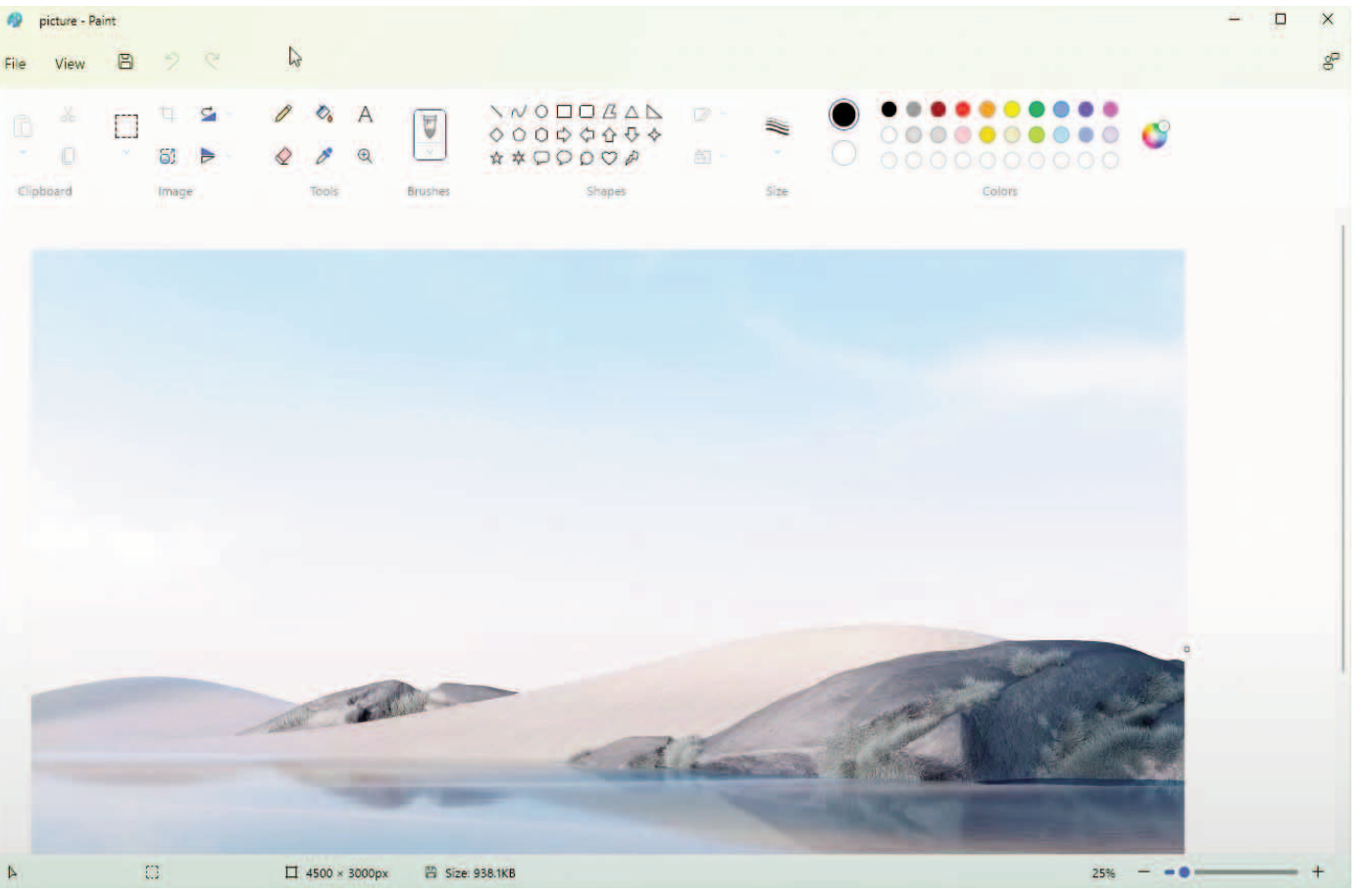
Microsoft a progressivement transformé Paint pour en faire un éditeur d'images plus performant et plus avancé.

Parmi les nombreuses fonctionnalités pratiques d'Adobe Photoshop, vous pouvez enregistrer votre travail au format PSD avec tous vos calques, modifications et ajustements. Vous pouvez ensuite ouvrir ce fichier pour reprendre là où vous vous étiez arrêté. Microsoft ajoute cette fonctionnalité à Windows Paint.
Actuellement disponible pour les utilisateurs Windows 11 Insiders sur les canaux Canary et Dev, la nouvelle fonctionnalité de projet enregistre votre travail sous forme de fichier Paint modifiable que vous pouvez ouvrir et modifier. Voici son fonctionnement et son utilité.

Fonctionnement des fichiers de projet dans Windows Paint

Imaginons que vous utilisiez Paint pour créer ou modifier une image avec différents calques.
Normalement, vous enregistreriez cette image au format PNG ou JPG. Mais c'est problématique, car ces formats ne conservent pas les calques. Vous ne pourrez donc plus les modifier si l'image nécessite une retouche supplémentaire.
Pour poursuivre la retouche de l'image, vous pouvez désormais l'enregistrer au format .paint. Vos calques et autres modifications seront ainsi conservés, vous permettant ainsi de reprendre facilement là où vous vous étiez arrêté. Pour cela, cliquez simplement sur le menu Fichier et sélectionnez Enregistrer comme projet. Choisissez un nom et un emplacement pour le fichier.
Pour reprendre votre travail avec les calques et autres modifications intacts, ouvrez simplement le fichier .paint et vous verrez votre image modifiable telle que vous l'avez laissée.
La solution gratuite pour installer Windows 11 sur un PC incompatible

Un concurrent de Photoshop ?



Photoshop et d'autres éditeurs d'images tiers proposent depuis longtemps une option similaire.
J'utilise Photoshop Elements, qui me permet également d'enregistrer mon travail en cours. Mais avec cette fonctionnalité disponible dans l'application Paint intégrée, de nombreuses personnes n'auront peut-être plus besoin de s'appuyer autant sur des outils tiers, en particulier payants.
Une autre nouvelle fonctionnalité intéressante de Paint, accessible aux utilisateurs Windows 11 Insiders, est le curseur d'opacité. Vous pouvez y contrôler la transparence de vos traits avec les outils Crayon et Pinceau. Pour cela, sélectionnez simplement l'un ou l'autre. Sur le côté gauche, vous trouverez deux curseurs : l'un pour la taille et l'autre pour l'opacité. Ajustez le paramètre d'opacité et commencez à dessiner avec le crayon ou le pinceau. Vous constaterez que les traits deviennent plus clairs et plus transparents à mesure que vous réduisez l'opacité.
Microsoft a travaillé dur ces dernières années pour transformer Paint en un éditeur d'images plus performant et plus avancé.
En 2023, l'entreprise a ajouté la prise en charge des calques et de la transparence. En 2024, elle a dévoilé un outil basé sur l'IA appelé Cocreator, capable de générer des images pour vous.

Windows 11 Paint permet désormais d'enregistrer votre travail avec toutes les modifications.
Paint vous permet également d'ajuster la transparence de vos traits.
Ces nouvelles fonctionnalités sont disponibles pour les utilisateurs Windows 11 Insiders.

iPhone 17 Pro : des performances proches des smartphones gaming



LES PERFORMANCES de l'iPhone 17 Pro viennent d'être évaluées, et les résultats le placent désormais au niveau des téléphones dédiés au jeu.
Le média spécialisé PhoneArena a publié les résultats des tests de performance de la nouvelle génération d'iPhone.
Équipé de la puce A19 Pro et de 12 Go de RAM, l'iPhone 17 Pro marque une nette progression.
Son boîtier monocoque en aluminium, combiné à un système de refroidissement par chambre à vapeur, optimise la dissipation thermique. PhoneArena ne tarit pas d'éloges et salue « des performances remarquables lors des benchmarks ».
iPhone 17 Pro vs iPhone 14 Pro : Pourquoi je passe au modèle de cette année après trois ans d'attente

Des progrès majeurs grâce au refroidissement

Le YouTuber @Dave2D a soumis l'iPhone 17 Pro à un test prolongé sur 3DMark avec 20 minutes de jeu intensif. Verdict : une chute de performances limitée à 20 %, suivie d'une stabilisation. L'iPhone 17 Pro Max conserve 81 % de sa puissance initiale, contre seulement 65 % pour l'iPhone 16 Pro dans les mêmes conditions.
Selon Dave2D, même avec un système de refroidissement similaire, l'iPhone 16 Pro Max n'aurait pas atteint un tel niveau en raison de sa conception en verre. À l'inverse, l'aluminium monocoque du 17 Pro assure une dissipation thermique bien plus efficace que le verre ou même le titane.

iOS 26 : faut-il franchir le pas malgré la controverse sur la batterie ?

Un iPhone qui talonne les téléphones gaming

Face aux smartphones conçus pour le jeu, l'iPhone 17 Pro affiche des résultats convaincants. Lors d'un test 3DMark comparant l'Asus ROG Phone 9 Pro, l'iPhone 17 Pro Max et l'iPhone 16 Pro Max, le ROG Phone 9 domine avec 5 810 points, suivi de l'iPhone 17 Pro Max (5 120 points) et de l'iPhone 16 Pro Max (2 900 points). Si l'écart subsiste, l'évolution par rapport à la génération précédente est indéniable.
Pour PhoneArena, « l'iPhone 17 Pro conserve encore quelques limites avant de remplacer un vrai téléphone gaming. Mais avec sa puissance, son autonomie et ses atouts photo, il réduit considérablement l'intérêt d'acheter un smartphone exclusivement dédié au jeu. »

Nvidia investit 5 milliards de dollars dans Intel : un partenariat stratégique inattendu

CE PARTENARIAT stratégique vise à renforcer la position d'Intel dans la course à l'intelligence artificielle (IA), secteur où Nvidia s'est imposé comme un acteur incontournable grâce à ses puces graphiques.
Dans un mouvement surprenant, Nvidia, le leader mondial des cartes graphiques, a annoncé jeudi un investissement de 5 milliards de dollars dans Intel, son concurrent historique qui enchaîne revers sur revers ces derniers trimestres.
Ce partenariat stratégique vise à renforcer la position d'Intel dans la course à l'intelligence artificielle (IA), secteur où Nvidia s'est imposé comme un acteur incontournable grâce à ses puces graphiques.

Une collaboration pour l'IA et les data centers

L'accord entre les deux géants de la tech prévoit la développement conjoint de puces pour ordinateurs et centres de données, alliant les processeurs Intel et les cartes graphiques d'IA Nvidia relate Reuters. L'annonce a provoqué une frénésie sur les marchés financiers. L'action Intel a bondi de plus de 30 % dans les échanges avant-Bourse, tandis que Nvidia enregistrait une hausse de 3 %.
Nvidia a acquis des actions d'Intel à un cours supérieur à celui payé par le gouvernement américain pour une participation stratégique dans Intel.

Un coup de pouce vital pour Intel

Cet investissement arrive à un moment critique pour Intel, dont l'activité de fonderie peine à suivre le rythme des avancées technologiques, notamment face à Taiwan Semiconductor Manufacturing Company (TSMC), le leader mondial.
Surtout que le contraste entre les deux entreprises n'a jamais été aussi marqué.
Alors qu'en 2022, Intel générait encore plus du double des revenus de Nvidia, l'essor fulgurant de l'IA a permis à Nvidia de rattraper, puis de dépasser, son concurrent. En 2025, Nvidia devrait approcher les 200 milliards de dollars de revenus, et devrait voir ses ventes trimestrielles surpasser celles d'Intel dès l'année prochaine.
En termes de capitalisation boursière, Nvidia pèse désormais 40 fois plus qu'Intel, avec plus de 4 000 milliards de dollars.

Une fusion des écosystèmes

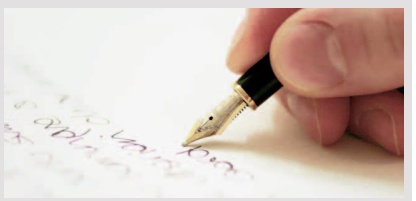
Pour Jensen Huang, PDG de Nvidia, ce partenariat marque un tournant dans l'histoire de l'informatique. Il a déclaré : « Cette collaboration historique associe étroitement l'IA et la pile de calcul accéléré de Nvidia aux processeurs Intel et à l'écosystème x86. » Cet investissement témoigne de la manière dont le secteur de la tech peut évoluer de manière rapide et inattendue. Nvidia, longtemps cantonné dans la niche des GPU pour gamers, devient un acteur clé dans le redressement d'un ancien géant des processeurs.

Les Américains peuvent légalement acheter un fusil AR-15 avant de pouvoir acheter de la bière !



C'EST tout simplement parce que les Américains doivent avoir 21 ans avant de pouvoir légalement acheter de l'alcool. Mais dans la plupart des États, ils peuvent acheter un fusil d'assaut de style militaire AR-15 à partir de 18 ans. Acheter ce type d'armes est plus facile aux USA que d'acheter une arme de poing, en effet, la loi fédérale a des exigences d'âge plus strictes pour l'achat d'armes de poing que pour les fusils de style militaire qui sont devenus l'arme de choix pour les fusillades de masse les plus meurtrières des Etats-Unis.
À quelques exceptions près, les Américains doivent avoir 21 ans pour acheter une arme de poing auprès d'un distributeur autorisé.

La dictée de Mérimée, la dictée la plus dure au monde !



Cette dictée aurait été rédigée par Prosper Mérimée à la demande d'Eugénie de Montijo, épouse de Napoléon III. Le texte est composé d'une dizaine de lignes mais c'est tellement difficile de l'écrire que Napoléon a fait 75 fautes.
« Pour parler sans ambiguïté, ce dîner à Sainte-Adresse, près du Havre, malgré les effluves embaumés de la mer, malgré les vins de très bons crus, les cuisseaux de veau et les cuissots de chevreuil prodigués par l'amphitryon, fut un vrai guêpier. Quelles que soient, et quelque exiguës qu'aient pu paraître, à côté de la somme due, les arrhes qu'étaient censés avoir données la douairière et le marguillier, il était infâme d'en vouloir pour cela à ces fusiliers jumeaux et mal bâtis, et de leur infliger une raclée, alors qu'ils ne songeaient qu'à prendre des rafraîchissements avec leurs coreligionnaires. Quoi qu'il en soit, c'est bien à tort que la douairière, par un contresens exorbitant, s'est laissé entraîner à prendre un râteau et qu'elle s'est crue obligée de frapper l'exigeant marguillier sur son omoplate vieillie. Deux alvéoles furent brisés ; une dysenterie se déclara suivie d'une phtisie, et l'imbécillité du malheureux s'accrut. — Par saint Martin ! Quelle hémorragie ! s'écria ce bélître. À
cet

J Indépendant LE SAVIEZ VOUS

En Russie, cette famille d'ours polaires s'est installée dans une station de recherches abandonnée



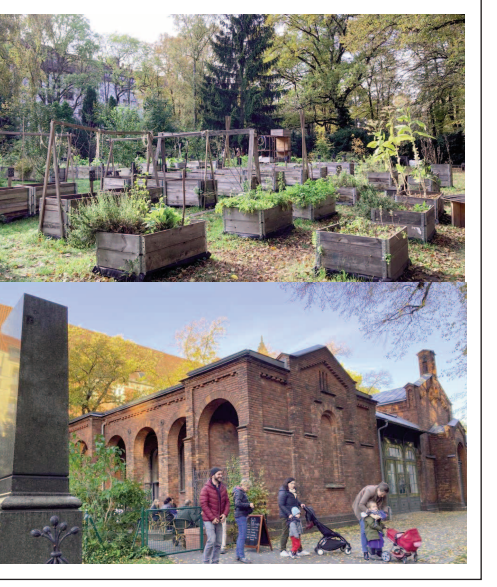
Sur l'île de Kolioutchine, en Sibérie, six ours blancs ont élu domicile dans une ancienne station de recherche. En excursion dans la région, le blogueur Vadim Makhorov a pu filmer les spécimens de très près.



INSOLITE - Drôle de tanière pour cette famille d'ours polaires qui s'est installée dans une station de recherche météorologique abandonnée. Ces images étonnantes, tournées en Sibérie, au nord-est de la Russie mi-septembre, ne sont pas l'œuvre de l'intelligence artificielle, mais bien celles du blogueur spécialisé dans les voyages, Vadim Makhorov.
ces images tournées au drone permettent de voir les ours de très près.
L'un sort par la porte, quand l'autre passe son museau par la fenêtre. Sûrement un peu dérangés par le drone de l'explorateur, les ours observent l'engin l'air étonné. L'un d'entre eux tente même de l'attraper, tandis qu'un autre, essaye de le croquer.
« Les ours doivent considérer que ces maisons font un bon abri contre le vent, la pluie et tout ce qu'il y a sur l'île », raconte Vadim Makhorov à l'agence Reuters.
La station est inhabitée depuis 1992, après la chute de l'Union soviétique. Et aujourd'hui, les infrastructures semblent vétustes mais elles tiennent debout, assez pour accueillir au moins les six ours observés ce jour-là.

Allemagne. À Berlin, les "cafés-cimetières" offrent un havre de paix aux vivants et aux morts

Ce sont des lieux souvent dissimulés, où les conversations des vivants viennent troubler le silence funeste. À Berlin, les "cafés-cimetières" connaissent "une popularité grandissante", rapporte "The Guardian". Des espaces insolites, appréciés des passants en quête de tranquillité. "Une part de cheese-cake aux côtés des morts, une petite bière avec vue sur les pierres tombales… Cette perspective aurait de quoi en dégoûter plus d'un", reconnaissait la Frankfurter Allgemeine Zeitung, dans un article publié en 2023. Pourtant, "à Berlin, c'est parfaitement banal". Aujourd'hui, la capitale allemande compte une douzaine de cafés-cimetières, rapporte The Guardian. Ces curieux établissements connaissent "une popularité grandissante", attirant des visiteurs en quête de calme. Parmi les précurseurs de cet étonnant concept, "Bernd Boßmann est souvent considéré comme le pionnier du genre, avec son café ouvert en 2006, le tout premier d'Allemagne", relate le quotidien britannique. Militant en faveur des droits LGBTQI dans les années 1980, il confie avoir perdu de nombreux amis au cours de cet engagement. En voulant leur "rendre visite" au vieux cimetière St Matthieu de Berlin, il constate que "l'endroit est parfait pour les morts, mais particulièrement déplaisant pour les vivants". Et décide d'y remédier, en y installant un café. Celui-ci est symboliquement baptisé "Finovo", contraction de "fin et novo, fin et nouveau départ", précise la Frankfurter Allgemeine Zeitung.



Du Népal à Lacanau à vélo : le voyage « incroyable » de Lilou Aigon, 23 ans

Pendant 352 jours, cette jeune Canaulaise a relié Katmandou à Lacanau à vélo. Seule, chargée de 70 kilos de matériel et d'un grand appétit du monde, Lilou Aigon, 23 ans, incarne une génération curieuse, avide de rencontres et de lenteur.

352 jours exactement, pour relier Katmandou à la France, le Népal à « la maison ». Dans un café de Bordeaux, où la jeune femme s'est déjà relancée dans un stage de danse, elle ouvre une nouvelle page de son carnet. Sa frange blonde retombe devant ses yeux. Le sourire, lui, ne s'éteint jamais.
« En partant, je savais juste que ça me prendrait entre six mois et un an. C'est tout. » Pas d'agenda, pas d'obligations, juste le goût du monde comme moteur. Et cette phrase, qu'elle lance comme une évidence : « Je crois que je suis partie pour voir comment les gens vivent, dansent. Pour prendre le temps. »

Éloge d'un voyage insensé

Le 27 septembre 2023, Lilou Aigon atterrissait à Katmandou. Un mois à arpenter le Népal avec sa mère, avant de la laisser rentrer, puis de s'élancer à son tour, seule, à vélo. La bicyclette, achetée d'occasion quelques semaines plus tôt n'avait presque pas roulé. « Je ne savais même pas faire un bivouac, ni me servir d'un réchaud. J'ai lu la notice dans ma tente. » Sourire. Un peu d'auto-ironie, beaucoup d'aplomb.Très vite, le voyage prend la forme d'un apprentissage total. Des routes à 12 % dans l'Himalaya, des bus de montagne pris au hasard pour se sortir de situations délicates, puis le premier village, une première famille.
« Je suis arrivé en pleine fête locale. C'était la fête des frères et sœurs. Je ne pouvais pas partir. Ils disaient qu'ils m'avaient adoptée. » Des numéros échangés : « On reste en contact, la fille de la famille a réussi à partir en Corée pour ses études. »



Ce territoire se déplace chaque année de 2 cm, avertissent les géophysiciens

Des chercheurs ont récemment constaté les déformations du Groenland, qui se déplace lentement vers le nord-est chaque année. Les contractions et les expansions de l'île pourraient avoir des grandes répercussions sur notre planète.



Après avoir traversé plusieurs ères d'accumulation et de fonte des glaces, le Groenland se déplace désormais de 2 centimètres vers le nord-est chaque année, s'étirant par endroits, et se contractant à d'autres, affirme une étude de la Technical University of Denmark (DTU).

Plus de glace en haut, moins de glace en bas

Pour constater ce phénomène, une équipe internationale de chercheurs a analysé le déplacement de 58 points GPS spécifiques sur l'île, sur plus de 20 ans. Le résultat est la mesure la plus précise des mouvements du Groenland jamais établie.

"La glace qui a fondu ces dernières décennies a poussé le Groenland vers l'extérieur et provoqué un soulèvement qui a agrandi sa surface vers le nord-est", explique le géophysicien Danjal Longfors Berg à ScienceAlert. "Et en même temps, de l'autre côté, le Groenland se contracte vers l'intérieur à cause de changements préhistoriques dans des masses de glace, qui sont liés à la dernière ère glaciaire".

La navigation bouleversée

L'apparition ou la disparition de telles quantités de glace de la surface de la Terre pourraient entraîner des changements significatifs pour notre planète.

Au-delà des conséquences pour la biodiversité, certaines études mentionnent le réveil de volcans auparavant cachés et endormis, ainsi qu'une hausse des émissions de méthane, à cause de la végétalisation de ces régions jusqu'alors enneigées.

Les changements de forme du Groenland redéfiniront également la navigation dans les eaux de l'Atlantique Nord, l'île se déplaçant littéralement sur les cartes.

Alors que la glace disparaît aussi bien au pôle Sud qu'au pôle Nord, les travaux sur les mouvements du Groenland sont essentiels pour comprendre la façon dont la planète répond aux effets continus du changement climatique.

Le Groenland se déplace de 2 cm vers le nord-est chaque année, d'après les géophysiciens, en raison des contractions et expansions de l'île causées par les cycles de fonte et d'accumulation des glaces, selon une étude de la Technical University of Denmark (DTU). Ce phénomène a des répercussions potentielles sur la planète.

Cause : Le mouvement est lié aux cycles de glace (accumulation et fonte) qui déforment le territoire.

Direction : Le déplacement se fait vers le nord-est.

Conséquences : Cette déformation pourrait avoir des impacts significatifs sur l'environnement mondial.

Un robot en quête de l'épave de l'Endurance a découvert d'étranges structures sous-marines

DESTINÉE à localiser l'épave de l'Endurance, le navire de l'explorateur Ernest Shackleton disparu en 1915 en mer de Weddell (Antarctique), une expédition avait mis au jour en 2019 d'étranges structures sous-marines. Six ans plus tard, une étude dévoile la véritable nature de ces constructions.

st-il un fidèle robot ? Le véhicule sous-marin téléguidé "Lassie" a en tout cas rapporté à ses propriétaires des images du fond marin capturées dans l'une des zones les plus inhospitalières de la planète. Ainsi, mêmes s'ils ne sont pas parvenus à localiser l'épave de l'Endurance, les passagers de "l'expédition mer de Weddell 2019" sont revenus de l'Antarctique avec un autre type de trésor.

Six ans plus tard, alors que le navire disparu en 1915 a depuis été retrouvé et a fait l'objet de scans 3D révélant son exceptionnel état de préservation, des scientifiques ont fini par dévoiler l'origine des étranges structures sous-marines filmées par le robot (R.B. Connelly et al. Frontiers in Marine Science, 2025).

Car à cet endroit, plus d'un millier de dépressions circulaires tapissaient le fond marin. Plus troublant encore, chacun de ces puits semblait débarrassé des débris de plancton qui recouvraient les sédiments environnants, formant un paysage "d'un haut degré de géométrie", décrivent les auteurs de la publication dans un communiqué (29 octobre 2025).

Des "nids" sous bonne garde

Sur les images, on aperçoit en effet une multitude de crevasses dont certains sont isolées, d'autres formant des lignes courbes ou des regroupements plus denses (vidéo ci-dessous : après les vingt premières secondes). Le contraste entre la propreté de ces cavités peu profondes et la couche de débris végétaux avoisinante apparaît d'autant plus saisissant.

En fait, les bâtisseurs de ces formes n'étaient autres que… des poissons, révèlent aujourd'hui les chercheurs. Et plus précisément, des légines (ou morues) antarctiques de l'espèce Lindbergichthys nudifrons. Celles-ci construisent en effet des puits dans le sable afin d'y déposer leurs œufs, chaque "nid" étant ensuite placé sous la surveillance d'un parent protégeant sa progéniture des prédateurs.

À l'instar des bancs de poissons, ce comportement pourrait refléter une stratégie évolutive basée sur un subtil équilibre entre coopération et compétition : celle dite du "troupeau égoïste", où les individus situés au centre sont protégés par ceux relégués en périphérie, augmentant ainsi les chances de survie de toute la colonie.

Les nids les plus éloignés appartiennent donc probablement à des poissons "plus grands et plus robustes", capables de défendre seuls leur territoire, suspectent les auteurs.

La mer de Weddell, future aire marine protégée ?

Mais pour les scientifiques impliqués, ces images apportent surtout la preuve que la région constitue un écosystème marin vulnérable – un habitat "fragile mais vital" qui soutient la biodiversité antarctique, comme le suggérait déjà une étude antérieure attestant de la présence de l'une des "plus grandes colonies de reproduction de poissons au monde" dans la mer de Weddell (Purser et al. 2022).

Appartement A vendre

Vente Appartement F3 · Ruisseau-Alger, en face Tramway et le métro.
(Les Fusillés), à coté de les moyens de transports.
téléphone : 0772.39.99.06 - 0542.57.58.11



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger

Tél. :
(020) 06.44.02
(070 25.19.19
Fax : (020) 06.38.26

Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA
*****

Gérant
ALI MECHERI
Directeur de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)
*****

IMPRESSION
SIMPRAL
******

PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
jeuneindependant@yahoo.fr
CONTACTEZ AUSSI
ANEP
« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : L'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité » Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : (020) 05.20.91
(020) 05.10.42
Fax: (020) 05.11.48
(020) 05.13.45
(020) 05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz
******

BUREAUX RÉGIONAUX

• Annaba
3, rue Ibn Khaldoun, Annaba
Mob. :
(0662) 18.41.81
Fax :
(038) 80.20.36

• Tizi Ouzou
6, rue Capitaine Si Abdallah
15 000
Tizi Ouzou
Tél. :
(026) 22.95.62
Fax : (026) 22.95.62

• Constantine
Maison de la persse Ahmed Taâkoucht,
Constantine
Tél-Fax :
(031) 66.32.64

• Bejaïa
Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir
Bureau N° 10
N° Tél :
034-12-66-21
Email : ljibejaia@yahoo.fr

• TipasaB.P. 66-A
42 000 Tipasa
Tél. :
(024) 43.60.26

© 1990-2025

Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.

Streptocoque A : symptômes, infection, comment on l'attrape ?

Les streptocoques A et B sont des bactéries responsables de nombreuses infections dont certaines sont très graves. Plusieurs cas d'infections invasives à Streptocoque A sont signalés en France début décembre dont 3 décès. Comment peut-on les attraper ? Quels symptômes ? Traitements ?



Plusieurs cas pédiatriques d'infections invasives à Streptocoque du groupe A principalement survenus chez des enfants de moins de 10 ans sont signalés dans plusieurs régions en France, début décembre, rapporte Santé Publique France (Occitanie, Auvergne-Rhône-Alpes, Nouvelle-Aquitaine). Ce streptocoque est une bactérie qui peut entraîner des infections bénignes comme l'angine ou la scarlatine et plus gravement des infections dites "invasives" avec un risque de décès. Le 6 décembre, la Direction générale de la Santé (DGS) rapporte le décès de deux enfants et d'un adulte suite à une infection invasive à streptocoque du groupe A. Des enfants ont par ailleurs été hospitalisés en réanimation.

Ces cas n'auraient pas de lien entre eux selon la DGS et "ces signalements ne sont probablement pas dû à l'émergence d'une souche plus virulente mais plutôt à une augmentation inhabituelle du nombre de cas, en lien avec des souches différentes". Les médecins ont reçu la consigne de procéder à un Test Rapide d'Orientation Diagnostique (TROD) Streptocoque A systématique devant une angine et à un prélèvement de gorge devant un tableau clinique de scarlatine, en cas de TROD négatif. Le Royaume-Uni a également signalé une recrudescence de cas d'infections invasives à streptocoque du groupe A ces derniers jours avec la survenue d'au moins 6 décès chez des enfants.

Définition : qu'est-ce qu'une infection à streptocoque ?

"Une infection à streptocoque est une agression microbienne car le streptocoque est une bactérie (être vivant unicellulaire rudimentaire qui a un métabolisme). Une infection se caractérise par une agression d'un ou plusieurs tissus avec généralement destruction partielle des tissus infectés" informe le Dr Stéphane Gayet, Médecin infectiologue et hygiéniste aux Hôpitaux universitaires de Strasbourg. "Ce processus infectieux a deux grandes composantes : les bactéries pathogènes se divisent vite et forment une masse critique envahissante (virulence) et en plus elles produisent des toxines qui sont très dangereuses" précise-t-il. Il existe de nombreuses bactéries du genre Streptococcus. Les infections à streptocoque A (Streptococcus pyogenes) et B (Streptococcus agalactiae) sont moins fréquentes maintenant du fait de la consommation importante d'antibiotiques ; or, ces streptocoques sont restés sensibles aux antibiotiques, ce qui fait que moins de gens en sont porteurs.

Qu'est-qu'une infection invasive à streptocoque A ?

Le streptocoque du groupe A peut être responsable d'infections invasives graves comme observées en France et au Royaume-Uni fin 2022. Dans ce cas, il peut occasionner des infections cutanées nécrosantes, des infections puerpérales, des pneumopathies et pleuropneumopathies et des méningites, indique Santé Publique France. Ces infections peuvent être associées à un syndrome de choc toxique streptococcique (SCTS). La surveillance des infections invasives, dont celles liées au Streptocoque du groupe A (Streptococcus pyogenes) menée par Santé publique France repose sur le réseau EPIBAC.

Les données d'EPIBAC montrent que les infections invasives à SGA (streptocoque du groupe A) étaient en constante augmentation entre 2003 et 2019. Sur cette période, elles concernaient chaque année environ 1 500 à 2 500 personnes dont près de 10% d'enfants de moins de 10 ans. En 2020 l'incidence de ces infections était en diminution et cette tendance s'est poursuivie en 2021. "Cette baisse était probablement liée à la mise en place inédite sur tout le territoire de mesures barrières individuelles et collectives dans le cadre de la gestion de la pandémie de COVID-19" estime EPIBAC.

Qu'est-ce que le streptocoque A ?

Les streptocoques A et B sont assez proches. Ils appartiennent au même groupe de streptocoques. "Ce sont des souches virulentes et toxinogènes, surtout le streptocoque A" indique le Dr Stéphane Gayet.

Le streptocoque bêta- hémolytique du groupe A ou Streptococcus pyogenes est spécifique à l'espèce humaine. "Son habitat est l'arrière-gorge, donc le pharynx, et il a un pouvoir pathogène riche" informe l'infectiologue. Il est le plus souvent responsable d'infections non invasives bénignes, telles que l'angine, l'impétigo et la scarlatine. Plus rarement, il est responsable d'infections invasives graves.

Angine à streptocoque A : symptômes, c'est quoi ?

L'angine à streptocoque A dite "streptococcique" est une angine bactérienne qui peut toucher l'enfant et l'adulte. Habituellement soignée par antibiotiques, elle peut se compliquer quand le streptocoque se déplace ailleurs que dans la gorge. Des cas inquiétants dont 3 décès sont rapportés en France en décembre.

Qu'est-ce que le streptocoque B ?

Le streptocoque B (Streptococcus agalactiae) n'est pas spécifique à l'espèce humaine même si c'est une bactérie principalement humaine. On le retrouve chez certains animaux mais l'échange avec l'animal n'est pas très fréquent. Il peut devenir dangereux en cas de grossesse où il peut être transmis au nouveau-né au moment de l'accouchement et provoquer des infections graves comme une méningite ou une pneumopathie. C'est pourquoi un dépistage systématique en fin de grossesse est réalisé par prélèvement vaginal. En cas de positivité, un antibiotique est donné par voie veineuse à la mère de manière préventive dès le début du travail et jusqu'à la naissance.

Transmission : comment attrape-t-on un streptocoque ?

Les streptocoques A et B ne sont pas des bactéries commensales (qui appartiennent de façon physiologique au microbiote). Il n'est pas "normal" d'avoir des streptocoques dans notre organisme mais des gens en sont porteurs sains : ils les hébergent, les tolèrent et ne le savent pas car ils ne développent pas de maladie mais ils sont contagieux. Ils peuvent transmettre un streptocoque. "Par exemple, une personne porteuse qui a mis les mains à la bouche peut transmettre un streptocoque A ou B en serrant la main d'une autre personne. Tout ce qui va à la bouche est le principal mode d'entrée des streptocoques A et B".

Quelle est la période de contagiosité d'une personne contaminée ?

"La contagiosité (temps durant lequel une personne reste contagieuse) devient quasiment nulle après 48h de traitement antibiotique" informe le Dr Gayet. Fièvre très élevée, frissons, douleurs, altération de l'état général sont des signes d'alerte.

Quels sont les symptômes d'une infection à streptocoque ?

Les symptômes dépendent de la localisation. "Le streptocoque A en particulier donne des signes très marqués. Les symptômes (ce que l'on ressent) et signes (ce que l'on constate) sont très bruyants : fièvre très élevée (39-40•C), frissons, douleurs, altération de l'état général..." informe le Dr Stéphane Gayet. "L'érysipèle (infections cutanées) se signale par une rougeur étendue sur un membre ou sur le visage, une fièvre très élevée, des frissons" indique-t-il.

Quelles maladies entraîne un streptocoque ?

► Le streptocoque A est à l'origine d'angines rouges (érythémateuses) ou rouges à points blancs (érythémato-pultacées), de scarlatine, forme d'angine plus grave.

Il entraîne aussi des infections cutanées : l'érysipèle, infection grave qui nécessite souvent une hospitalisation, et qui se voit plutôt chez des personnes présentant une surcharge pondérale ou des troubles de la circulation lymphatique et veineuse ; l'impétigo, surtout dans les pays tropicaux. Lors d'infection invasive, plus grave, le streptocoque A est aussi à l'origine de septicémies souvent mortelles, notamment de septicémies après l'accouchement (la fièvre puerpérale), de dermo-épidermite nécrosante (fasciite nécrosante, cellulite nécrosante) qui arrive surtout à l'hôpital après une opération chirurgicale. Il y a également des pneumonies à streptocoque A.

► "Le streptocoque B a un pouvoir pathogène un peu moins intense. Il est surtout redoutable chez le nouveau-né" enseigne l'infectiologue. "Les nouveaunés peuvent faire une septicémie après la naissance du fait de la contamination par voie basse lorsqu'une femme est porteuse du streptocoque B dans le vagin, explique-t-il. C'est pourquoi un prélèvement vaginal et du rectum est réalisé en fin de grossesse, à la 35ème semaine. Si c'est positif, le vagin est décolonisé de façon temporaire avec un traitement antibiotique avant le travail " précise le spécialiste. Le streptocoque B donne également des angines et des septicémies chez l'adulte.

Diagnostic : quels examens et tests faire pour savoir si on est contaminé ?

"Le diagnostic est surtout clinique. Un médecin qui a de l'expérience repère vite une infection à streptocoque qui présente des signes cliniques typiques (fièvre élevée, altération de l'état général, localisations habituelles...)" informe le spécialiste.

Il existe un test de diagnostic rapide pour l'angine à streptocoque (test biologique) et des hémocultures peuvent être effectuées. Une infection à streptocoque A occasionne en effet souvent un passage important de la bactérie dans le sang. Des prélèvements de sang (hémocultures) sont mis en culture dans des flacons afin d'identifier la bactérie. Des prélèvements locaux (écouvillonnage et mise en culture) peuvent également être faits, par exemple en cas d'érysipèle. Des examens de sang habituels (NFS) peuvent détecter une infection (augmentation de la CRP, hyperleucocytose). En décembre 2022, suite à une hausse de cas d'infections invasives à streptocoques A, la DGS demande aux médecins de procéder à un Test Rapide d'Orientation Diagnostique (TROD) Streptocoque A devant une angine et à un prélèvement de gorge devant un tableau clinique de scarlatine, en cas de TROD négatif. "Un TROD négatif ne suffit pas à exclure une infection à streptocoque A" précise la DGS. Elles peuvent évoluer vers des formes plus sévères et parfois réanimatoires constituant le syndrome du choc toxique.

Quels sont les traitements d'une infection à streptocoque ?

Les infections à streptocoques A et B sont traitées avec des antibiotiques. "Le meilleur antibiotique est la pénicilline, surtout l'amoxicilline (CLAMOXYL)" informe le Dr Stéphane Gayet. La durée du traitement est fonction de la gravité de la maladie, de 4 jours à trois semaines.

Comment se protéger d'une infection à streptocoque ?

Pour limiter les risques de transmission, il est conseillé d'adopter les mêmes gestes barrières utilisés contre les virus de l'hiver : Lavage des mains,

Port du masque pour les personnes avec infections respiratoires,

Eternuer ou tousser dans le pli du coude













JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

21h00 Série policière - Etats-Unis 2024 — TF1
S.W.A.T.

21h00 Téléfilm policier - France 2025 — France 2
Ness et Rayan

21h00 Thriller - Etats-Unis 2012 — M6
Insaisissables

21h00 Football : Ligue des champions — CANAL+
Marseille / Atalanta Bergame

20h50 Magazine de société — W9
France - 2025
Enquêtes criminelles

20h55 Film d'action — CINE + FRISSON
Suède - Danemark - 2023
Stockholm Bloodbath

21h05 Comédie sentimentale — 6ter
France
Tendre et saignant

21h00 Film d'action - France 2024 — CINE + PREMIER
Largo Winch : Le prix de l'argent

21h50 Football : Ligue des champions — CANAL+ SPORT
Club Bruges / FC Barcelone

21h00 Drame France - 2024 — CINE CINEMA
Le système Victoria

20h50 Film d'aventures — CANAL+ family
Etats-Unis - Grande-Bretagne - 2020
Le voyage du Dr Dolittle

21h25 Film d'action — TMC
France - 1998
Taxi

21h00 la chaine CANAL+ SERIES



Série dramatique (Allemagne - 2025)
Saison 1 - Épisode 1

Un monde meilleur

Dans cet épisode poignant de la série « Un monde meilleur », Petra (Maria Hofstätter) et le maire se retrouvent confrontés à une situation alarmante lorsqu'un hacker malveillant divulgue en ligne les adresses des anciens détenus, mettant ainsi en péril leur sécurité. Face à cette menace, Nesrin (Katharina Schüttler) et diverses associations de victimes s'unissent pour sensibiliser la population, en diffusant les photos des concernés dans toute la ville. Parmi eux, Jens Föhl (Richard Sammel), un homme condamné pour pédophilie, se retrouve particulièrement vulnérable, craignant pour sa vie et se renfermant dans son appartement...

22h04

Série dramatique (Allemagne - 2025)
Saison 1 - Épisode 2

Un monde meilleur

À Rheinstadt, en Allemagne, le maire Amir Kaan (Steven Sowah) et la juriste Petra Schach (Maria Hofstätter) s'engagent dans une initiative audacieuse baptisée TRUST, visant à transformer le système pénitentiaire traditionnel.

HORAIRES DES PRIÈRES

	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	05:21	12:13	15:05	17:28	18:53
CONSTANTINE	05:26	12:17	15:11	17:33	18:58
ALGER	05:40	12:31	15:26	17:48	19:13
OUARGLA	05:28	12:22	15:24	17:45	19:06
CHLEF	05:47	12:38	15:33	17:55	19:19
MOSTAGANEM	05:51	12:43	15:38	18:00	19:24
ORAN	05:54	12:46	15:41	18:03	19:28

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 8333 — MERCREDI 5 NOVEMBRE 2025

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Meteo

	Maximales	Minimales
Alger	24°	14°
Oran	24°	14°
Constantine	24°	9°
Ouargla	26°	14°

SAHARA OCCIDENTAL

Boulos refroidit le Maroc

Une fois encore, les illusions marocaines sur une chimérique victoire diplomatique concernant la question sahraouie ont été prouvées. Rabat vient de prendre une nouvelle douche froide de la part d'un de ses alliés quant à la dernière résolution du Conseil de sécurité des Nations unies.



Massad Boulos.

En effet, Massad Boulos, le conseiller du président américain, Donald Trump, pour l'Afrique et le Moyen-Orient a enterré l'enthousiasme du Makhzen sur une supposée reconnaissance de son plan d'annexion, dit d'autonomie, du territoire du Sahara occidental. Sur France 24, M. Boulos a confirmé, avant-hier, pratiquement toutes les déclarations faites récemment par le ministre algérien des Affaires étrangères, Ahmed Attaf.

Selon le conseiller américain, «la résolution contente les deux parties de façon presque complète. Le problème est seulement dans le préambule de la résolution et non pas dans les dispositions. Sans cela, on aurait pu avoir un vote unanime des 15 membres, y compris l'Algérie». Pour M. Boulos, il faut faire la distinction entre la position officielle des Etats-Unis et de Donald Trump, qui considèrent le plan d'autonomie comme «l'unique solution», et la résolution du 31 octobre du Conseil de sécurité qui, elle, laisse la porte ouverte à d'autres idées». Autrement dit, il n'existe aucune exclusivité de la proposition marocaine d'autonomie, confirmant ainsi l'existence d'autres options, clairement indiquées dans le corps du texte.

S'agissant du référendum d'autodétermination, M. Boulos ne l'écarte nullement, expliquant que pour cette question, il appartient aux parties de trancher la question lors des négociations qui démarreront dans les prochaines semaines. «Il peut y avoir une forme de vote, comme dans tout scrutin», a-t-il dit. Quant à la détermination de ceux qui pourront voter, il s'agit d'un «détail» qui n'a pas encore été évoqué.

Massad Boulos va plus loin dans ses clarifications : «Nous encourageons les parties à évoquer tous ces détails pour arriver à une solution acceptable pour tous. Il peut aussi y avoir une solution définitive acceptable pour tous, sans recours au vote.» Une phrase qui laisse la porte ouverte aux deux parties en conflit, le Front Polisario et Rabat, de s'entendre sur les plans technique et juridique dans la recherche d'autres voies pour le règlement du conflit.

Le conseiller de Trump a, en outre, réitéré que les deux parties au conflit sont le Front Polisario et le Royaume du Maroc, contrariant ainsi les tentatives de ce dernier d'impliquer l'Algérie ou de «bilatéraliser» le conflit, comme l'a tenté désespérément le roi Mohamed VI dans son discours après l'adoption de la résolution onusienne.

Interrogé sur la prochaine étape qui suit la résolution, Massad Boulos a indiqué qu'il y aura une proposition du Maroc basée sur la proposition de 2007 mais plus détaillée.

«Avec la sagesse du Roi et des Marocains, nous savons que c'est un pas très sérieux. Il y a une volonté sérieuse pour mettre fin à ce conflit, et le seul moyen pour y mettre fin, c'est l'accord des deux parties», a-t-il dit. «Nous comptons sur la sagesse de Sa Majesté le roi et du président algérien Abdelmadjid Tebboune et des Algériens de façon générale (…) Nous savons que l'Algérie et le président Tebboune sont ouverts pour ce dialogue», a ajouté le conseiller américain. Les propos de M. Boulos rejoignent ses déclarations faites récemment à une chaîne de télévision orientale, dans laquelle il a souligné que la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU sur le Sahara occidental a seulement fait référence, pour la première fois certes, au plan d'autonomie marocain, sans l'imposer et sans le présenter comme l'unique solution au conflit.

Massad Boulos a souligné que «la résolution fait clairement référence à l'autodétermination» et que cela a été accepté par le Maroc, ce qui, a-t-il dit, «constitue un pas très important vers l'avant». Pour lui, «il reste les détails sur la manière de la mise en œuvre, lesquels feront l'objet de discussions. Il n'y a pas de doute qu'il y aura une sorte de vote ou de règlement».

Le Maroc a favorablement accueilli la proposition, contenue dans la résolution adoptée par le Conseil de sécurité, que chaque partie puisse proposer d'autres idées à discuter, a ajouté le conseiller américain.

M. Boulos lui-même reconnaît que la résolution constitue le premier pas d'une marche de «mille miles».

Hachemi B.

SECTEUR PHARMACEUTIQUE

Plus de 230 entreprises en activité

LE SECTEUR pharmaceutique algérien se développe à grande vitesse, avec un potentiel d'investissement sans précédent. C'est ce qu'a souligné hier à Alger le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouassim Kouidri, lors d'une séance d'audition devant la Commission des affaires économiques, de l'industrie et du commerce du Conseil populaire national.

Le ministre a présenté un bilan positif : l'Algérie compte aujourd'hui 233 entreprises pharmaceutiques en activité, dont 138 spécialisées dans la production de médicaments, couvrant 82 % des besoins nationaux. Cette performance illustre le succès des politiques publiques visant à réduire la dépendance aux importations et à renforcer la production locale. Parallèlement, 103 nouveaux projets d'investissement sont en cours d'étude, dont 72 dédiés à la fabrication de médicaments et 31 aux dispositifs médicaux.

Ces initiatives devraient renforcer davantage l'autonomie industrielle du pays, stimuler l'emploi et dynamiser les exportations, notamment vers le continent africain. Le ministre a également rappelé la baisse significative des importations de médicaments, passée de 1,25 milliard de dollars en 2022 à 515 millions en 2024, et qui devrait continuer à décroître en 2025 grâce au soutien à la production locale. Cette dynamique, couplée à des mesures d'accompagnement pour simplifier l'investissement et favoriser la production de médicaments stratégiques, confirme l'Algérie comme un acteur majeur du secteur pharmaceutique en Afrique, capable de répondre à ses besoins et de développer son marché à l'international.

S. N.

AADL 3

La première tranche à verser avant fin décembre

LE MINISTRE de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, M. Mohamed Tarek Belaribi, a annoncé que le paiement de la première tranche du prix des logements inscrits au titre du 3e programme de location-vente (AADL 3) se fera avant la fin du mois de décembre prochain.

Cette annonce a été faite, avant-hier, lors d'une séance d'audition devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), dans le cadre de l'examen des dispositions du projet de loi de finances 2026 (PLF 2026).

Le ministre a précisé que les réponses relatives aux recours déposés par les souscripteurs seront communiquées avant la fin novembre, soulignant que ces mesures s'inscrivent dans le cadre des préparatifs pour la mise en œuvre du programme AADL 3.

Ce programme, qui représente une réponse majeure aux besoins en logements en Algérie, bénéficie à des milliers de citoyens inscrits dans le cadre du système de location-vente, offrant ainsi une solution progressive à l'accession à la propriété.

Avec cette décision, le gouvernement entend assurer une meilleure organisation du versement et un suivi rigoureux du programme, tout en répondant aux attentes des souscripteurs qui attendent depuis plusieurs mois le démarrage effectif des paiements.

S. N.

LE SYSTÈME FACIL REMPLACE LES EMAILS

L'ambassade d'Allemagne simplifie ses démarches

LE SERVICE des visas et des affaires consulaires de l'ambassade d'Allemagne à Alger a annoncé hier la mise en place d'un nouveau système de communication intelligent nommé FACIL. Développé en collaboration avec AMA Computer, ce dispositif vise à rendre les échanges avec la chancellerie plus simples, rapides et organisés. L'ambassade a précisé que l'adresse électronique info@algier.diplo.de ne sera désormais plus utilisée. Toutes les demandes et questions devront être adressées via le formulaire de contact en ligne disponible sur le site officiel de l'ambassade.

Selon l'ambassade, cette nouvelle méthode permet de diriger automatiquement chaque requête vers le service compétent, garantissant ainsi un traitement plus rapide et un service plus efficace pour les citoyens.

H. B.